

61. Barrage hydro-électrique de l'Abitibi Canyon, fournissant l'énergie à l'Abitibi Pulp and Paper d'Iroquois Falls, env. 1960.



Album-souvenir, Hearst (p. 58)

62. Mode de transport au moulin Lecours-Calstock, Hearst, env. 1940.

Dans le nord-est de la province, essentiellement le long de l'axe North Bay — Hearst, l'immense potentiel des forêts de conifères est mis en valeur dès le premier quart du XX^e siècle. D'abord, les colons coupent le bois et acheminent les billots aux petites scieries locales qui, comme le moulin à scie Côté (60) dans le voisinage de Norembega, desservent un marché restreint. Puis les grandes corporations obtiennent des concessions pour la production de bois de pulpe et de papier. Leur activité fournit de l'emploi saisonnier aux colons et favorise le développement de petits centres industriels. Au cours des années 1910, Fred Anson s'installe à Iroquois Falls et étend le rayon d'action de la *Mattagami Pulp and Paper* dont la base d'opérations est située à Smooth Rock Falls. Peu à peu, des

travaux sont mis en chantier de façon à alimenter en énergie hydro-électrique la puissante *Abitibi Pulp and Paper* (61) qui, d'Iroquois Falls, étend ses activités jusqu'à Sturgeon Falls, Espanola, voire Sault-Sainte-Marie. Enfin, Kapuskasing, au centre du Grand *Clay Belt* ontarien, vit à l'heure de la *Spruce Falls Power and Paper* qui, à compter de 1926, devient la propriété conjointe de la *Kimberley-Clark* et du *New York Times*. Dans la région de Hearst, par contre, l'influence des grandes corporations demeure moins marquante. De petits entrepreneurs francophones, — les Lecours (62), les Fontaine, les Levesque et les Gosselin (63) pour citer quelques noms — se lancent dans la production de bois de pulpe et de bois de sciage.



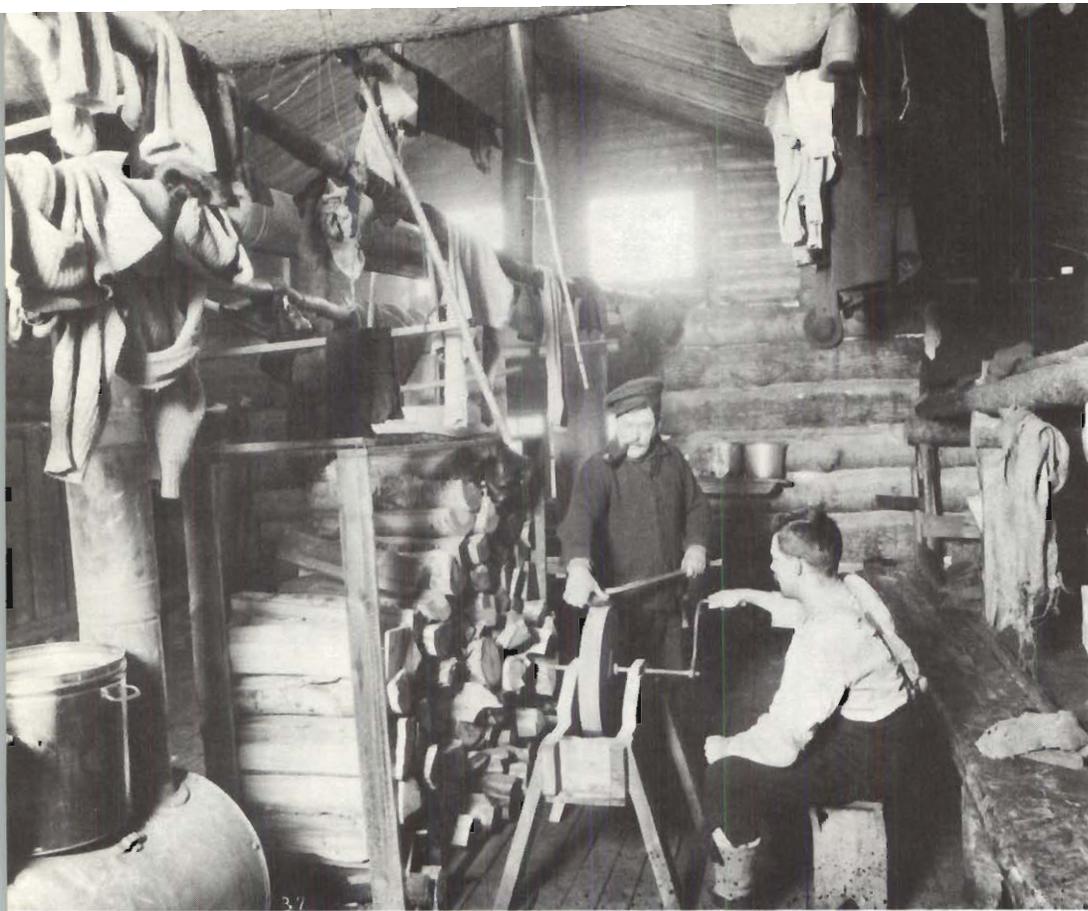
63. Moulin à scie Gosselin, Carey Lake, 1946.



64. Camp de bûcherons de la haute vallée de l'Outaouais, 1871.



Musée McCord, collection Notman (63 218-1)



Archives publiques du Canada (PA-61805)

65. Camp de bûcherons, Foleyet, 1917.

la vie de chantiers et les travaux forestiers

En amont des scieries et des moulins à papier, c'est le domaine des chantiers, de la coupe et du transport du bois. Depuis qu'on a commencé, au début du XIX^e siècle, à mettre en valeur les réserves forestières de l'Outaouais, les Canadiens français s'y font valoir et remarquer. Vers 1870, la majorité des 25 000 bûcherons qui s'enfoncent chaque hiver dans les forêts du Haut-Outaouais

sont des Canadiens français. Un demi-siècle plus tard, ils sont encore nombreux les jeunes Canadiens français qui, à l'automne, quittent la ferme familiale et offrent contre rémunération leur force de travail aux grands propriétaires forestiers. Ils ne sont pas seuls; plusieurs agriculteurs, après avoir tout mis en ordre sur leur ferme et assuré à leur famille un hiver confortable, partent pour les chantiers chercher le numéraire que leur fournit difficilement leur exploitation agricole.

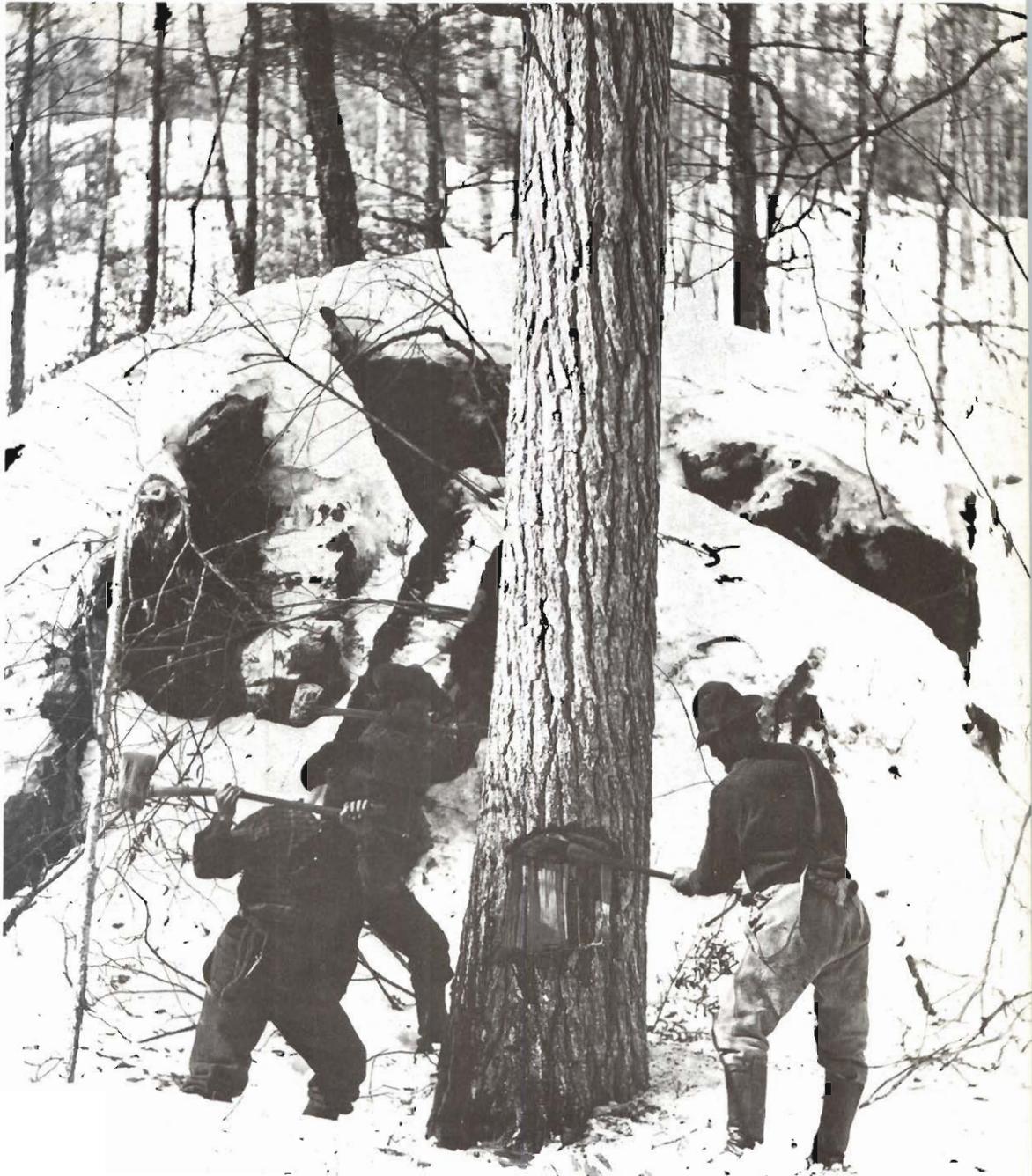
CRCOF (Ph 23-BR-19)



66. Le camp forestier de Lucien Tremblay, Blind River, 1937.



67. La cuisine du camp forestier de Maxime Lafèche, Sturgeon Falls, 1905.



68. La coupe du bois dans la haute vallée de l'Outaouais, 1871.



69. Voiture servant à glacer les chemins, Hearst, env. 1940.

Même si elles vont s'améliorer, même si elles s'adaptent aux réalités nouvelles, les conditions de vie dans les chantiers forestiers demeurent difficiles et, de toute façon, éloignées et différentes de celles des régions colonisées. Les «campes» destinés au logement des bûcherons restent des constructions grossières et temporaires. Un observateur de la fin du siècle dernier en donne une description qui vaut aussi pour le premier tiers du XX^e siècle:

«Les édifices d'un chantier sont construits de troncs d'arbres non équarris; ces morceaux de bois rond sont ajustés aux angles au moyen d'entailles, pratiquées aux faces supérieure et inférieure des deux extrémités de chaque pièce: (...). Les interstices entre les pièces sont calfeutrées avec de la mousse ou de l'écorce de cèdre. Le toit est formé de planches fendues et dressées à la hache (...).» (64)

Règle générale, le camp ne comporte qu'une seule pièce. Les lits des hommes sont alignés le long des murs; un poêle occupe le centre de la pièce et réchauffe les lieux en même temps qu'il sèche les vêtements des ouvriers (65). On y est à l'étroit, mais on y vit peu: les bûcherons partent dès le lever du jour et rentrent la nuit venue pour y prendre le repas du soir, s'amuser un peu puis récupérer. Certains camps sont, par ailleurs, mieux pourvus matériellement. Celui de Lucien Tremblay, à Blind River (66),

comporte plusieurs unités à deux étages. La cuisine du camp de Maxime Laflèche à Sturgeon Falls est aussi bien montée: sans doute signe de luxe peu commun, les murs intérieurs sont lambrissés, une hotte assure l'évacuation des odeurs de cuisson et un convoyeur sur rails facilite le transport des plats à la salle à manger (67). Plus tard, certains campements, dans la région de Hearst, seront aménagés de façon à recevoir les bûcherons et leurs familles.

CRCFC (Ph 56-19)



70. Ernest Génier transportant des billots, Génier, 1921.

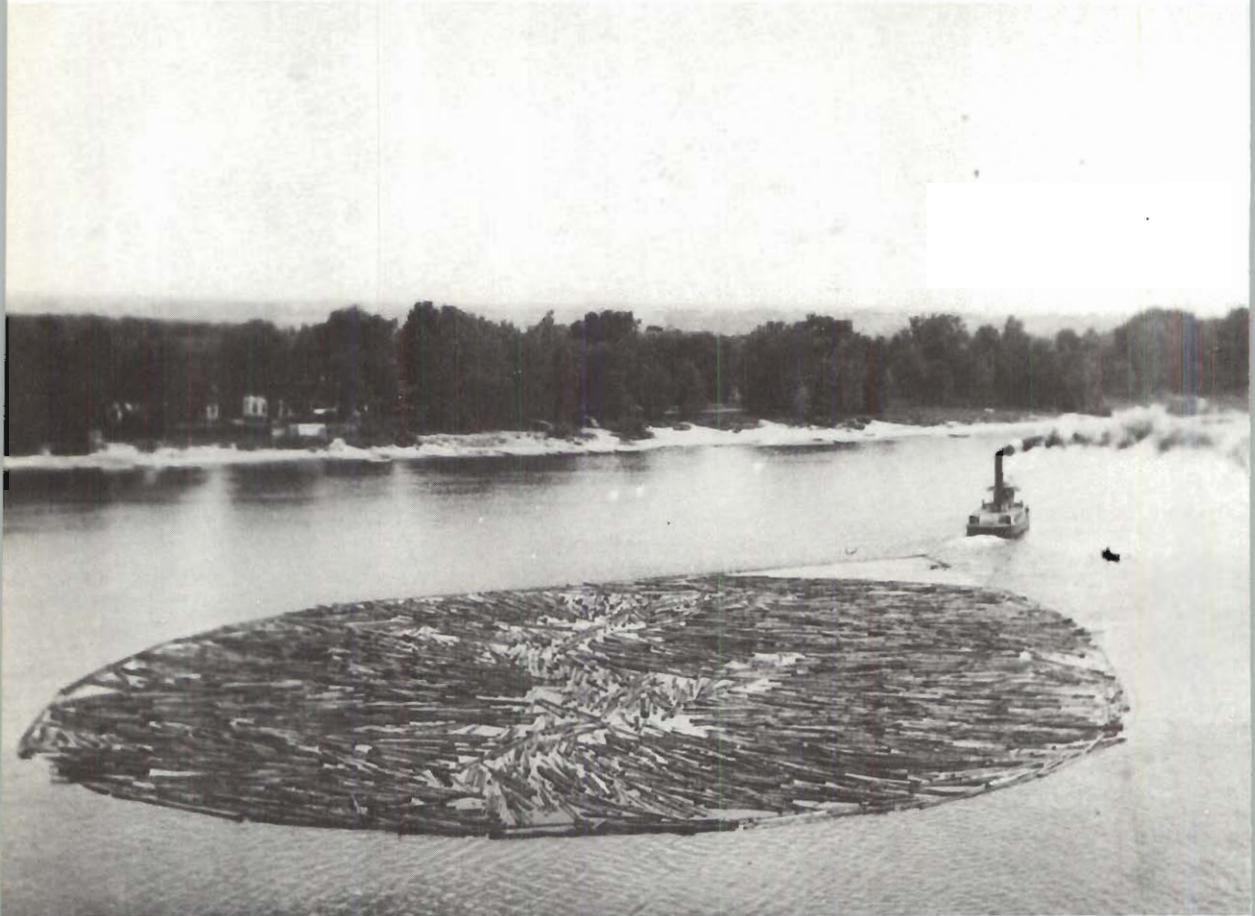


71. Le repas sur une «cage» de J.R. Booth, env. 1880.

Archives publiques du Canada (C-5068)



72. «Cages» et «cageux» sur l'Outaouais, Ottawa, env. 1900.



73. Le remorquage du bois vers le moulin Edwards, Rockland, s.d.

Tout au long de l'hiver, les «bûcheux» s'adonnent à la coupe puis au transport du bois aux «jetées», de façon que, le printemps venu, il puisse être roulé rapidement vers les rivières, puis convoyé vers les marchés. Dans certains chantiers, les tâches sont partagées; des équipes de coupeurs abattent d'abord les arbres, à la hache (68), au godendard et même au *bucksaw*; d'autres prennent la relève et ébranchent les troncs; puis le

bois de pin, destiné aux marchés étrangers, est équarri sur place par les «doleurs» ou «grand-haches» avant d'être pris par les «charretiers» et transportés près des rivières. Ailleurs, notamment dans les chantiers de bois de sciage et de bois de pulpe, le processus est différent, les mêmes hommes assumant l'abattage, le «débitage», la préparation des «chemins de bois»(69) et les premières étapes du transport (70).

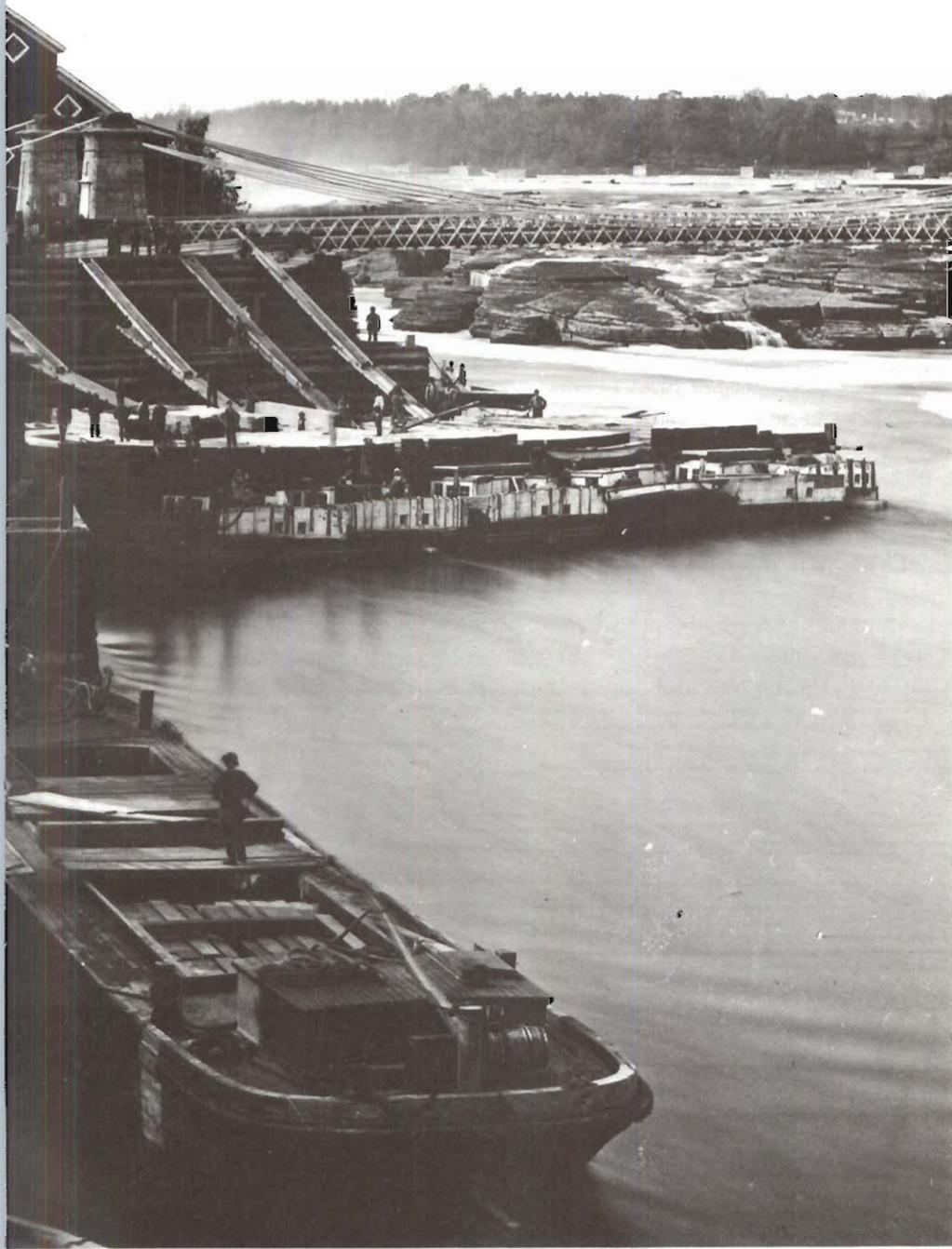
CRCCF (Ph 86-58)



74. Transport du bois en longueur, Cochrane, s.d.



75. Le chargement des barges, Ottawa, 1872.



Musee McCord, collection Notman (78 912-1)

Rassemblés le long des cours d'eau, puis plus tard en bordure des chemins de fer et des routes, les milliers de mètres de bois brut peuvent gagner les centres de distribution ou les usines de transformation. C'est ainsi que, tout au long du XIX^e siècle, la vie du Bas-Outaouais est marquée chaque année par la descente des «cages» de pin équarri. Véritables radeaux, ces cages comportent une trentaine de pièces de bois, et quelques-unes sont même surmontées de cabanes ou d'abris de fortune pour les «cageux» (flotteurs) chargés de les conduire (71). Liées les unes aux autres, ces «cages» constituent des trains de bois (72) qui mettent moins d'un mois à parcourir la distance entre Ottawa et Québec. Les pièces de bois qui les composent sont alors démantelées et chargées sur des navires et gagnent les marchés d'outre-Atlantique.

Billots et «pitounes» n'atteignent cependant pas les scieries et les moulins à papier de la même façon.

Jusque fort avant dans le XX^e siècle, des équipes de draveurs s'affairent à orienter le bois à travers les méandres des rivières. Sur l'Outaouais, on se sert même, à une certaine époque, de bateaux-remorqueurs qu'on appelle *head* ou «brouette» (73). Ailleurs, on recourt au transport terrestre: dans le nord de la province, par exemple, les petits producteurs forestiers utilisent des traîneaux tirés par des chevaux (74). Bientôt, le camion et le train sont mis à contribution... non seulement pour le bois de pulpe et de sciage, mais aussi pour les produits semi-ouvrés eux-mêmes car, au milieu du XX^e siècle, il y a déjà longtemps qu'ont disparu du paysage de l'Outaouais les barges (75), chargées de madriers et de planches, faisant route vers les marchés urbains. Il y a près d'un demi-siècle aussi que n'a plus retenti le chant des «cageux» sur l'Outaouais et que, avec l'affirmation progressive des transports terrestres, se sont graduellement éteints les cris des draveurs.

Chapitre 5

La mise en valeur des ressources minières

À l'aube du XX^e siècle, l'Ontario a déjà accompli des progrès significatifs dans la mise en valeur de son potentiel minier. Il est cependant à la veille de connaître à cet égard un développement fulgurant avec la découverte des vastes ressources minérales du Bouclier précambrien. À telle enseigne que, bientôt, le secteur minier en arrive à se classer parmi les principaux facteurs de développement du nord de la province.

le Sud ontarien

Cependant, le *Old Ontario* et la rive nord du Haut-Saint-Laurent offrent ici moins d'intérêt. Au milieu du XIX^e siècle, la mise en valeur des dépôts ferreux de Marmora et de Madoc, au nord de la baie de Quinté, est déjà entreprise et le minerai, connu sous le nom de *Bog iron*, est acheminé vers les fonderies de Hamilton. À la même époque, dans les marais du comté de

Lambton, des puits de pétrole sont exploités; ils ont donné naissance aux villes d'Oil Springs et de Petrolia (76). En 1870, les mines de sel de Windsor et de Goderich sont en opération. Bientôt, le petit port intérieur de Sarnia s'impose comme centre de transformation et de mise en marché des productions pétrolières de Petrolia et du sel de Goderich (77).

l'Est

Rien de tel, par contre, dans l'est de la province où le sous-sol ne comporte aucun gisement métallifère digne d'intérêt. Vers la fin du XIX^e siècle, on y exploite néanmoins des carrières (78) dont l'une, dans le canton de Cambridge, d'où l'on tire un marbre noir recherché pour la décoration intérieure. On extrait aussi du marbre et du granit près de L'Orignal. Au début du XX^e siècle, de sérieux

efforts sont déployés en vue d'assurer le développement d'une tourbière sise au sud d'Alfred, village situé à quelque 30 km à l'est d'Ottawa. Dès 1901, la *Dawson Peat Company* y presse des cylindres de tourbe recherchés pour leur propriété combustible. Puis, tour à tour, d'autres entreprises privées et gouvernementales exploitent la tourbière d'Alfred jusqu'en 1929 (79). Enfin, la construction routière amène bientôt quelques entrepreneurs à se lancer dans l'exploitation des dépôts de graviers relativement riches et nombreux dans les terres riveraines de l'Outaouais et du Haut-Saint-Laurent.

le Nord

Au nord de la province, par contre, au-delà de l'axe Mattawa — baie Georgienne, le secteur minier se retrouve, au tournant du XX^e siècle, au nombre des grands pôles de développement. Avec l'exploitation forestière et la construction ferroviaire, il provoque le démarrage de l'économie de cette région située sur les franges du Bouclier précambrien et longtemps jugée improductive et de peu d'intérêt.

Dès 1848, des prospecteurs, à la recherche de dépôts de cuivre dans le nord du Michigan, traversent la frontière et poursuivent leur recherche sur la rive nord du lac Supérieur. Une dizaine d'années plus tard, des droits de mine sont concédés dans

Silver Islet, au sud-est de Thunder Bay. Il faut cependant attendre l'assouplissement, en 1869, de la législation minière ontarienne avant que ne soit exploité ce riche dépôt argentifère. Quinze ans plus tard, le filon est épuisé et la mine ferme ses portes.

le bassin de Sudbury

Entre-temps, d'autres entreprises de prospection ont permis de reconnaître le riche potentiel du sous-sol de la région de Sudbury. Dès 1846, la *Upper Canada Mining Co.* met en opération la mine *Wallace* à l'embouchure de la rivière *White Fish*, sur la rive nord de la baie Georgienne; les propriétaires ont du mal à rentabiliser l'exploitation de ce gisement de nickel et cessent vite leurs opérations. En 1856, alors qu'on procède à l'arpentage des cantons de la région de Sudbury, des géologues et arpenteurs prennent connaissance de l'existence de minerai sur le site de ce qui deviendra plus tard la mine *Creighton*; l'examen d'échantillons révèle alors que le sous-sol renferme du fer, du soufre, un peu de cuivre et du nickel. Mais, à l'époque, l'accès à ces gisements est, à toutes fins utiles, impossible et l'on n'a pas vraiment pris conscience de leur immense potentiel. Il faut attendre la construction de la ligne ferroviaire du Canadien Pacifique, en 1883, avant que ne soit rentablement entreprise la prospection du sous-sol de la région et que ne soient redécouvertes ses richesses.



76. Forage d'un puits, Petrolia, s.d.

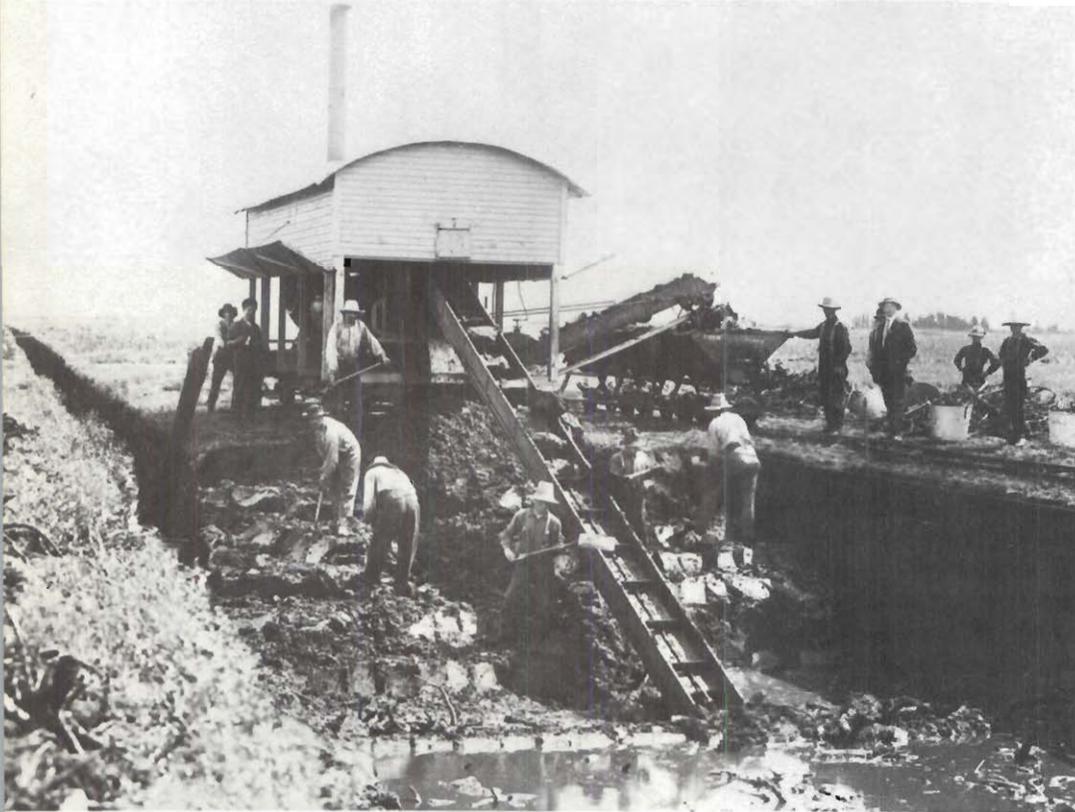
Archives publiques du Canada (PA-15697)



77. L'emballage et la pesée du sel à la *Dominion Salt*, Sarnia, 1923.



78. La carrière Stewart, Rockland, 1898.



79. La tourbière, Alfred, 1928.

Dès le milieu des années 1880, une nuée de prospecteurs et d'entrepreneurs, soucieux de faire rapidement fortune, envahit le bassin de Sudbury. Parmi eux, on reconnaît les frères Thomas et William Murray de Pembroke qui, à compter de 1889, mettent en opération la mine *Murray* dans le canton de McKim. C'est, par ailleurs, à Thomas Frood que l'on doit la découverte des dépôts nickélifères de Copper Cliff et de la mine *Frood*. Quant à Henri Ranger, il redécouvre en quelque sorte le gisement de la mine *Creighton* et trouve de l'or et du

cuivre en bordure de la rivière Vermilion. Bientôt, ses frères, Xavier et Isaac Ranger, ratissent le terrain sur la bande septentrionale du bassin; ils ne sont pas seuls: Arthur Bellefeuille, Fred Brisebois, Isaac Whistle, John Newton et plusieurs autres effectuent aussi des sondages dans la même zone.

Très tôt, cependant, plusieurs de ces pionniers se départissent de leurs intérêts et cèdent leurs droits à des entreprises mieux pourvues en capitaux et davantage en mesure d'extraire le minerai sur une grande échelle



80. Complexe de l'*International Nickel Co.*, Sudbury, 1927.



81. Le complexe minier de la Falconbridge, Sudbury, 1929.

et d'assurer la mise en marché de la production. En 1886, une première grande compagnie, la *Canadian Copper*, est déjà à l'oeuvre sur le terrain. Son fondateur et premier président, Samuel Ritchie, vient de se porter acquéreur de plusieurs mines, dont la *Copper Cliff*, la *Frood* et la *Creighton* et compte tirer profit de l'extraction du cuivre. Ses espoirs sont vite déçus, car le minerai se révèle pauvre en cuivre... mais riche en nickel. Toutefois, on sait alors bien peu de chose des applications pratiques de ce métal. Des expériences sont immédiatement tentées et révèlent ses grandes propriétés de résistance lorsqu'il est allié à l'acier. Bientôt, la marine américaine

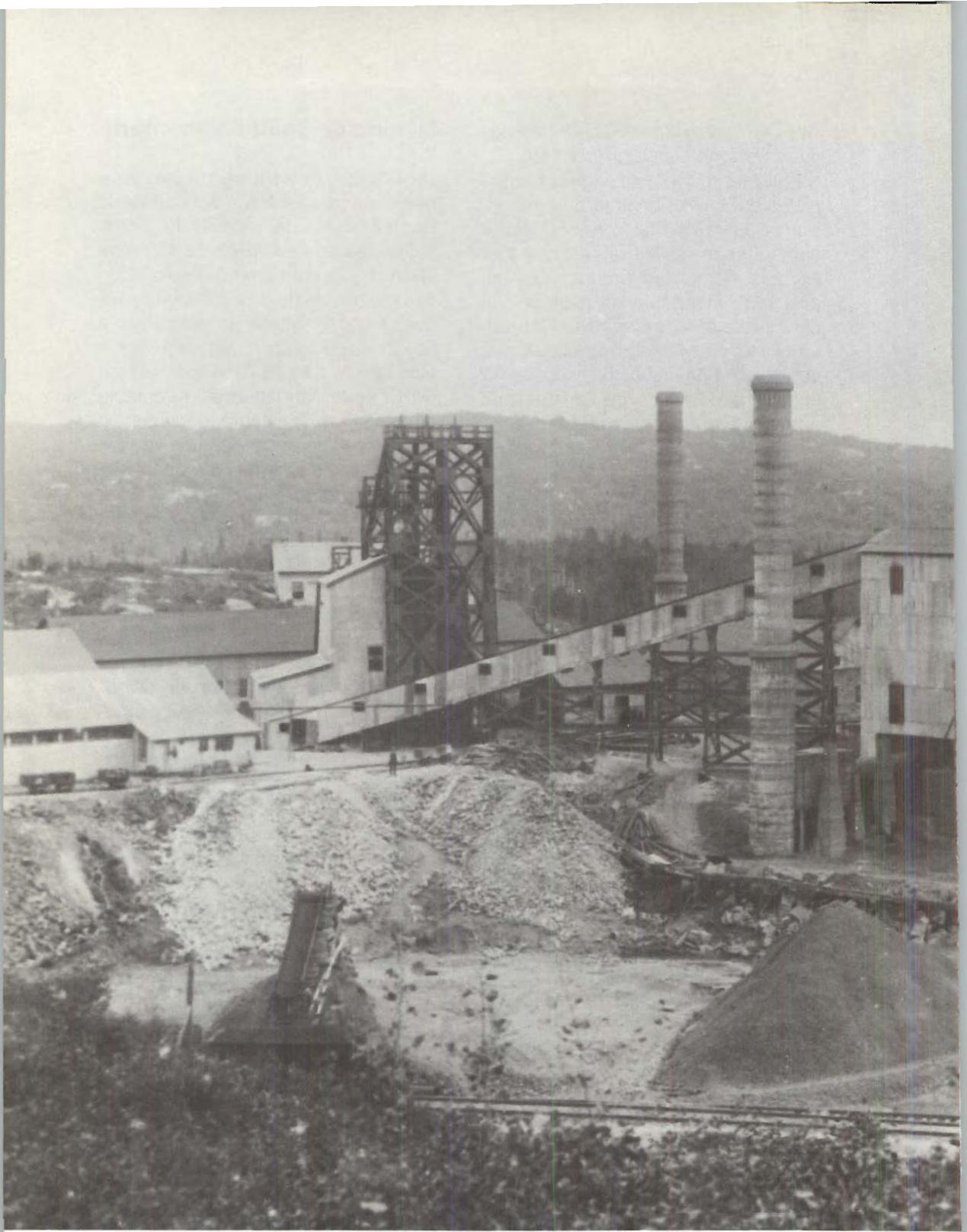
place d'importantes commandes de plaques d'acier au nickel dans le but de renforcer le blindage de ses navires. L'avenir du nickel est alors assuré. La *Canadian Copper* et l'*Orford Co.* unissent alors leurs efforts en vue d'améliorer les procédés d'extraction et d'affinage. C'est ainsi que l'*Orford* construit des hauts fourneaux à *Copper Cliff*. Après avoir fait cavalier seul, les deux sociétés fusionnent en 1902 et, avec d'autres entreprises, forment l'*International Nickel Company of New Jersey*. À compter de 1911, l'*International* construit une nouvelle usine de transformation du minerai à *Copper Cliff*. En 1916, après deux réorganisations, elle change sa raison sociale et

devient l'*International Nickel Company of Canada Limited*, l'*Inco* (80).

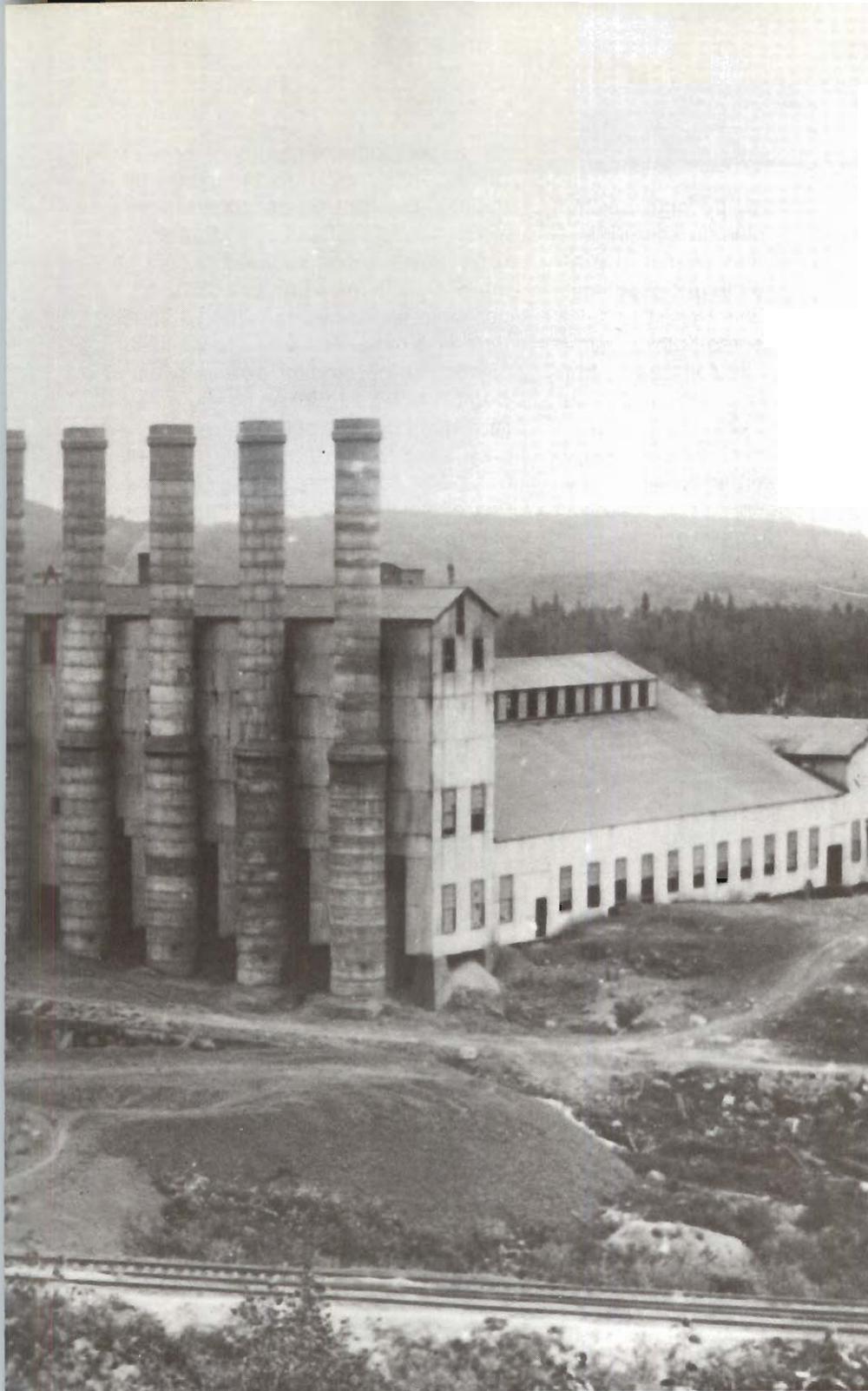
Entre-temps, d'autres grandes sociétés ont investi dans le bassin sud-burois. En 1889, la *Henry H. Vivian* achète les mines *Murray* et *Lady Violet*. Elle ferme ses portes cinq ans plus tard, incapable de résister à la concurrence de la *Canadian Copper*. La *Dominion Mineral* ne connaît pas non plus beaucoup de succès et abandonne, moins de quatre ans après le début des opérations, les mines *Bleazard* et *Worthington*. Incorporée en septembre 1900, la *Mond Nickel Co.* parvient par contre au rang des grands producteurs. On lui doit l'établissement des usines de traitement de Coniston, où, à compter de 1913, est acheminé le minerai qu'elle tire de ses nombreuses mines, dont la *Victoria*, la *Frood* et la *Worthington*. Puis, en 1929, après lui avoir fait concurrence pendant trente ans, la *Mond* accepte la fusion avec l'*Inco* qui, en même temps, acquiert d'autres sociétés minières et usines de transformation. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, l'*Inco*, dont les deux immenses cheminées de Copper Cliff — plus de 140 m de hauteur — symbolisent la puissance, est devenue le premier producteur de cuivre et de nickel de tout l'Empire britannique. À cette époque, l'*Inco* n'est toutefois pas la seule compagnie à tirer profit des richesses du sous-sol de la région. Depuis 1920, l'*Ontario Nickel Co.* exploite une mine dans le canton MacLennan. Puis, depuis 1928, la *Falconbridge Nickel Co.* (81) extrait du nickel de ses puits de Falconbridge. Découvert par Thomas Edison, ce gisement est d'abord laissé à l'abandon jusqu'à ce que le financier canadien Thayer Lindsly en acquiert la propriété.

la zone de Sault-Sainte-Marie

Le secteur minier se classe aussi parmi les composantes de l'économie diversifiée de la région de Sault-Sainte-Marie. Dès 1846, la *Montreal Mining Co.* entreprend l'exploitation des gisements de cuivre de *Bruce Mines*, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Thessalon. Un demi-siècle plus tard, en 1897, l'audacieux Francis Clergue, fondateur d'un véritable empire industriel intégré, découvre un dépôt de minerai de fer à une vingtaine de kilomètres du port de Michipicoten. Entretenant, ce grand capitaine d'industrie, déjà propriétaire d'un complexe hydro-électrique, d'une usine de bois de pulpe, d'une sidérurgie et d'une mine de cuivre et de nickel à Sudbury, acquiert la mine et lui donne le nom de *Helen Mines*, en l'honneur de sa femme. Peu après, il entreprend la construction de l'*Algoma Central Railway* dans le but, notamment, d'assurer le transport du minerai à ses usines de transformation du Sault. En 1902, il crée l'*Algoma Iron, Nickel and Steel Co.* qui fournit, entre autres, des rails d'acier aux constructeurs de voies ferrées. Bientôt cependant, Clergue éprouve des difficultés financières et ses intérêts passent à d'autres mains, à la veille de la Première Guerre mondiale. Par la suite, l'industrie ontarienne de l'acier traverse une période de stagnation et l'exploitation des mines de fer connaît un temps d'arrêt. Au cours de la crise des années 1930, l'*Algoma Steel* du Sault, acquise par Sir James Dunn, s'effondre. Des subsides gouvernementaux réaniment bientôt ce secteur stagnant: des mines, dont la *Helen Mines*, sont réouvertes et l'*Algoma Steel* (82) reprend ses opérations.



82. L'Algoma Steel Co. et la mine Magpie, Sault-Sainte-Marie, s.d.



Archives publiques du Canada (PA-15495)

Cobalt

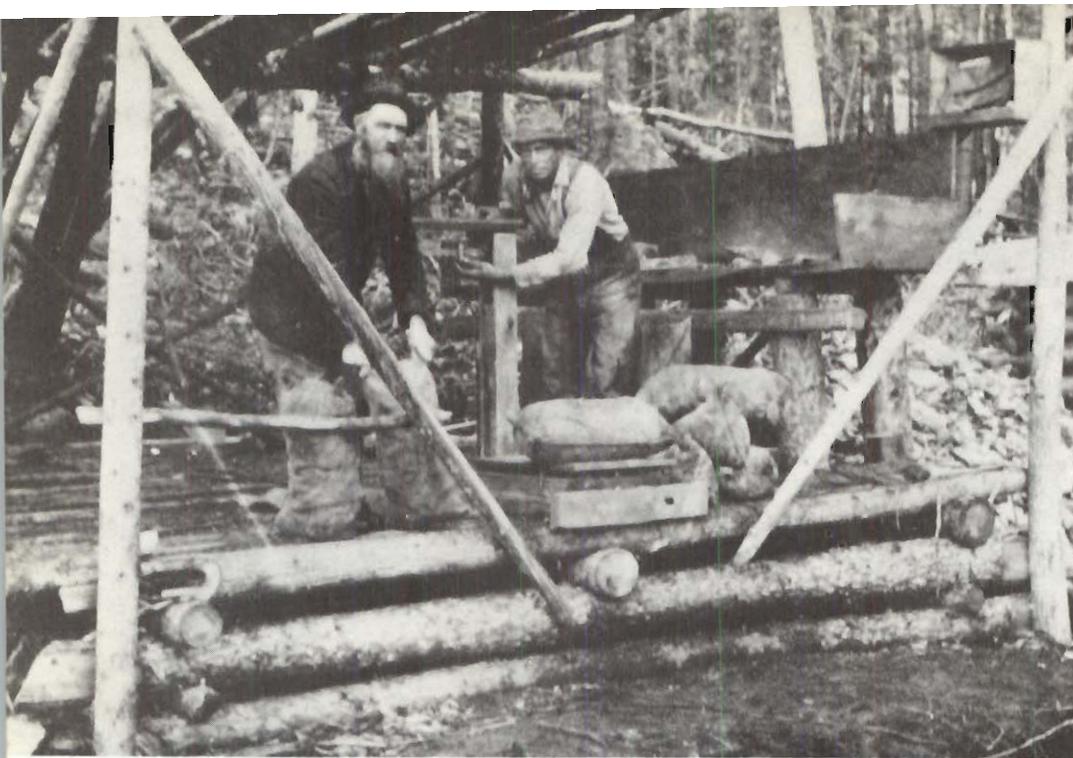
Dans le Nord-Est, du côté du Témiscamingue ontarien, le secteur minier tient, dès l'origine, un rôle de premier plan. La première découverte d'un dépôt argentifère dans l'actuelle région de Cobalt remonte à août 1903. Parcourant la région dans le but d'y trouver du bois d'oeuvre pour la construction de la voie du *Temiskaming and Northern Ontario Railway*, Ernest Danagh et James McKinley sont alors intrigués par la couleur étrange du roc. Un mois plus tard, le forgeron Fred La Rose (83) constate le même phénomène: espérant atteindre un renard, il lance son marteau... qui manque la cible et heurte le roc! L'analyse des échantillons de minerai révèle, peu après, l'existence d'un riche gisement argentifère d'une teneur de 136 kg par tonne. Dès 1905, Cobalt connaît une véritable ruée vers l'argent. On vient de partout dans l'espoir de faire rapidement fortune. Entre 1905 et 1910, plus de 1 300 mines sont incorporées dans le seul district de Cobalt. Bon nombre d'entre elles, cependant, n'ont qu'une existence légale et ne sont acquises qu'à des fins de spéculation. Néanmoins, en très peu de temps, le sous-sol de Cobalt est passé au peigne fin. De nombreuses mines, dont la *Foster Mines* (84), sont mises en exploitation. Au début, l'extraction du minerai, facilement accessible par simple procédé de creusage du sol, n'exige pas

de coûteux achats d'équipements et permet une rapide accumulation de capital. Les premières couches de terre enlevées, il faut cependant envisager l'exploitation souterraine. Ainsi, en 1909, à la mine La Rose (85), des corridors sont ouverts à 100 m sous terre. À la mine *O'Brien*, on travaille au niveau 90, cependant qu'à la *Nipissing Silver Mines* (86) on tire du minerai à 60 m sous le sol.

La découverte du minerai d'argent dans la région immédiate de Cobalt a des effets d'entraînement considérables sur le développement du Nord-Est ontarien. Elle favorise directement la croissance de la zone dite du *Tri-town* comprenant les villes de New Liskeard, Haileybury et Cobalt. Avant 1905, New Liskeard n'est qu'un petit hameau sans importance; bientôt, il s'affirme comme centre de redistribution des productions minières, des matériaux de construction ou des produits agricoles. Quant à Haileybury, son site particulièrement attrayant sur la rive ouest du lac Témiscamingue en fait une zone résidentielle recherchée par les cadres des entreprises minières régionales. Il s'impose bientôt comme centre administratif, éducatif et religieux. Enfin, l'expérience de Cobalt représente aussi un tremplin, car de nombreux prospecteurs et développeurs miniers y font leurs premières armes; elle ouvre aussi la voie à la mise en valeur d'une région non moins riche, la zone du Porcupine.



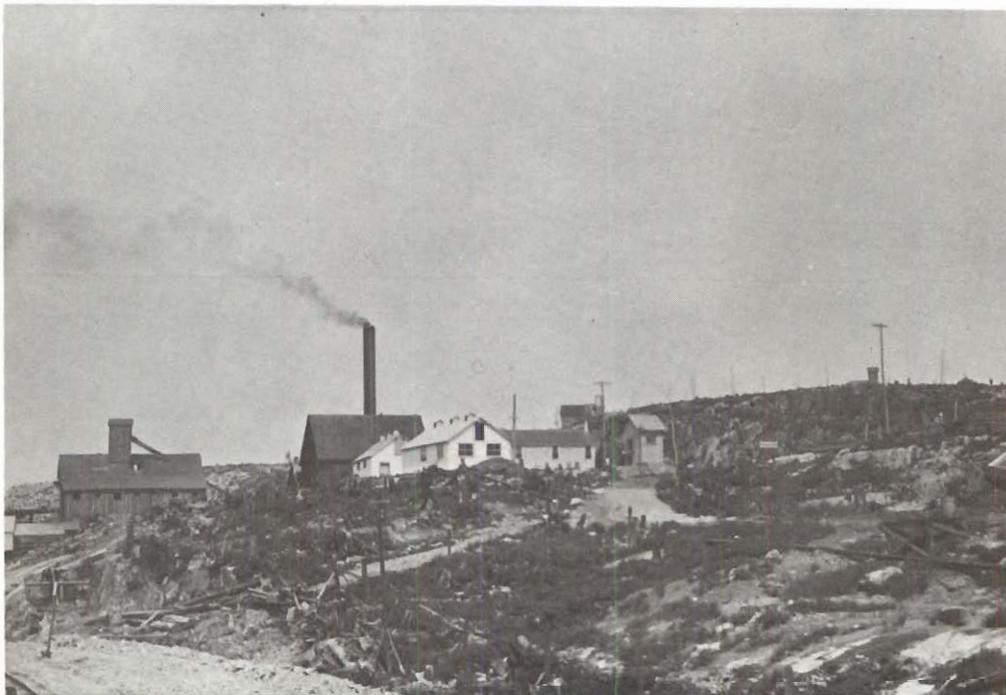
83. Fred La Rose, Cobalt, 1904.



LE BOURDAIS, *Metals and Men* (p. 128)

84. La pesée du minerai d'argent, Foster Mine, 1905.

Archives publiques du Canada (PA-45240)



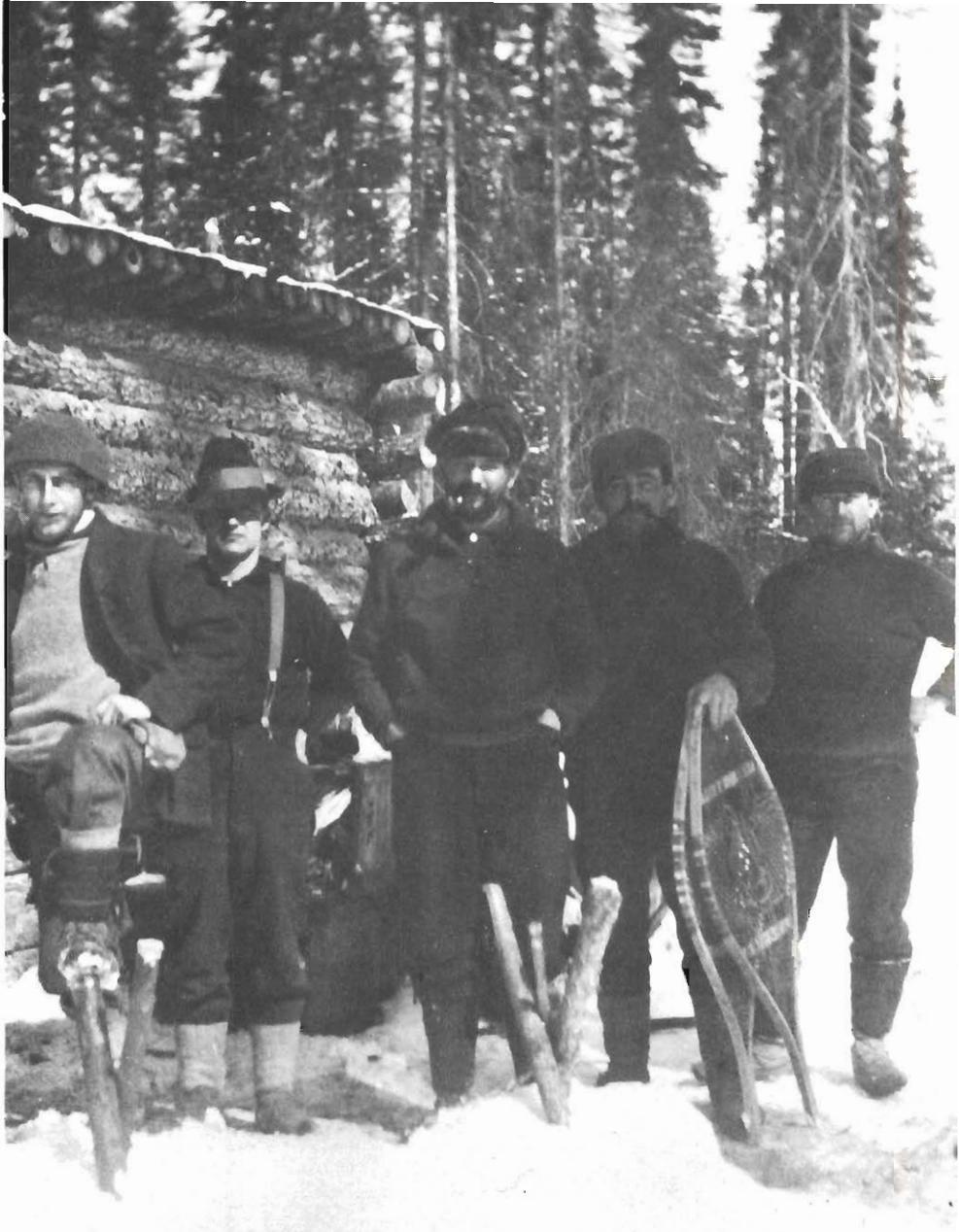
85. La mine La Rose, Cobalt, 1910.



86. Installations de la *Nipissing Silver Mines* au sud du lac Cobalt, s.d.



87. Un voyage de prospection, Porcupine, 1911.



Je te dis qu'il faisait
froid pas pour rien
quand on a fait fuies
ici. Amour,

88. Prospecteurs canadiens français de l'Est ontarien devant leur camp, Porcupine, 1911.



89. Le transport du bois à la mine Hollinger, Timmins, 1936.

le Porcupine

Connus des géologues dès la fin du XIX^e siècle, les dépôts aurifères du Porcupine ne seront pas exploités avant la fin de la première décennie du XX^e siècle. En 1901, à son retour de la baie de James, un premier prospecteur, du nom de Charles Camsell, prend connaissance de l'existence de veines de quartz entre les lacs Miller et Pearl. Mais, à l'époque, il est impensable de prétendre exploiter de quelque façon un dépôt si éloigné des grands centres et littéralement coupé du monde extérieur. Quelques années plus tard, Ruben Daigle, rentrant du Klondike, effectue sans grand succès une tournée de prospection sur le site de l'actuelle mine *Hollinger*. Au même moment, d'autres prospecteurs visitent le lac Night-Hawk et entreprennent même l'exploitation de la *Night'Hawk Peninsular Mines*, dont le feu détruit les installations en 1907. Au tournant de la première décennie du siècle, d'autres prospecteurs (87), dont certains Canadiens français (88), s'amènent dans la région. L'un d'entre eux, Charles Rheault, forgeron de l'expédi-

tion de John Wilson, découvre même le *Golden Stairway*, le site de l'actuelle *Dome Mines*. Mais, peut-être plus que les autres prospecteurs, ce sont ceux déjà engagés dans l'aventure de Cobalt et rompus aux procédés de prospection et de mise en valeur qui mettent en marche le développement du Porcupine.

Venus incidemment de Cobalt, Alex Gillies et Benjamin Hollinger passent un peu à l'ouest du lac Porcupine et découvrent une riche mine d'or. Informé de la nouvelle, un jeune ingénieur minier, Alphonse Paré, s'empresse d'aviser son oncle, Noé Timmins, alors membre du syndicat propriétaire de la mine La Rose à Cobalt. Celui-ci s'associe aussitôt son frère et quelques autres et forme la *Canadian Mining and Finance Company*. Ce consortium entreprend l'exploitation des mines *Hollinger*, *Acme* et *Miller-Middleton* qui seront fusionnées en 1916 sous la raison sociale de *Hollinger Consolidated Gold Mines*. Répétant en quelque sorte les expériences menées à Cobalt, les propriétaires s'empressent d'aménager une usine génératrice et construisent un moulin à scie de façon à obtenir sur place les

poutres nécessaires aux armatures requises lors de la construction des puits souterrains. Plus tard, les producteurs agricoles régionaux, dont les Canadiens français, y trouveront un intéressant débouché pour leur bois (89). Graduellement, des équipements modernes seront mis en place et accéléreront le processus d'extraction (90). Mais les dernières années de la Première Guerre provoquent un ralentissement dans le secteur des aurifères. Puis la reprise, amorcée au début des années 1920, est brusquement arrêtée par la grande crise économique du début de la décennie suivante. La hausse du cours de l'or, à compter du 31 janvier 1934, amène la relance des aurifères et la *Hollinger* en tire grand profit.

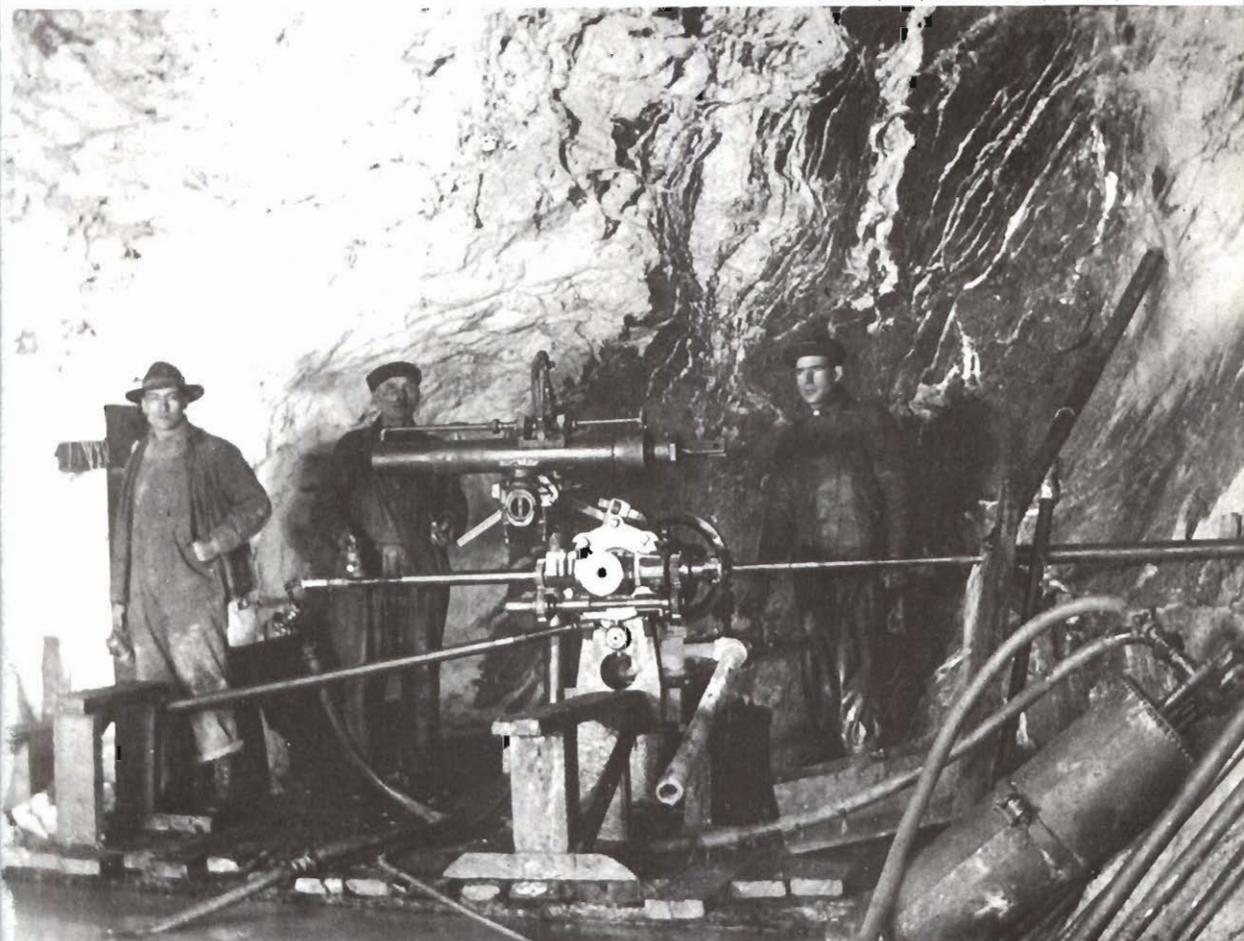
La *Hollinger* n'est pas la seule entreprise minière du Porcupine à connaître un développement de cet ordre. Il en va de même pour la *McIntyre Porcupine Mines*, découverte par Sandy McIntyre en 1906. À la *Dome Mines*, près de South Porcupine, on profite, par exemple, de la hausse du prix de l'or pour ouvrir de nombreux corridors souterrains (91). Comme partout dans le secteur, un nombre toujours croissant de travailleurs viennent s'engager, en dépit des dures conditions qu'impose la vie de mineur (92). De nouvelles entreprises, dont la *Pamour Porcupine Mines*, sont formées à cette époque. Autour

des années 1950, une quinzaine de compagnies offrent de l'emploi à quelque 8 000 travailleurs du Porcupine où, en quatre décennies, une cinquantaine de mines ont déjà été exploitées.

À Kirkland Lake, à environ 80 km à l'est de la zone du Porcupine, l'existence de gisements d'or n'est connue qu'à compter de 1912. Les deux principaux découvreurs, W.H. Wright et Harvey Oakes, mettent en exploitation les deux mines *Wright-Hargreaves* (93) et *Lake Shore*. Ces mines, à l'instar de celles du Porcupine, vont connaître un développement croissant au cours des années 1930.

l'uranium

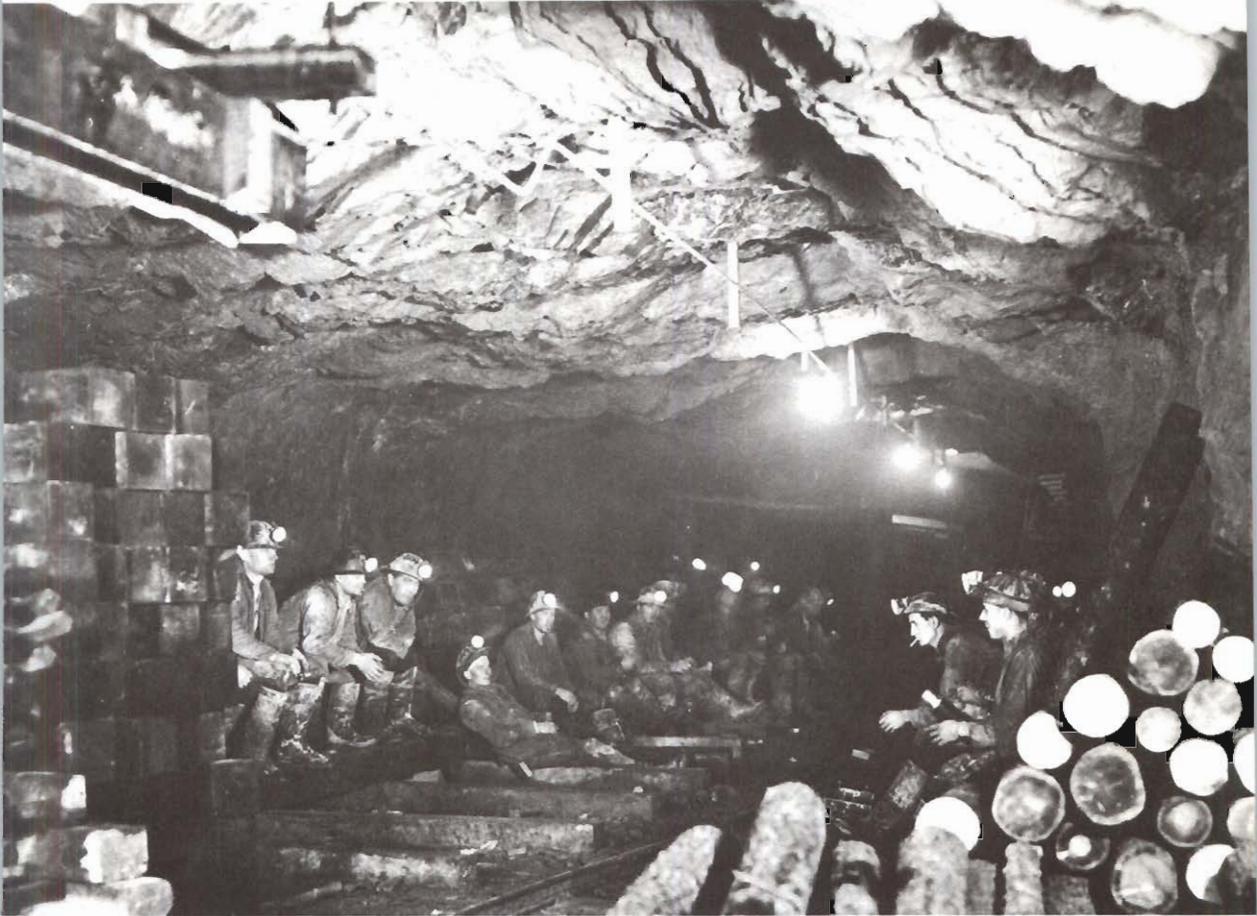
Au cours des années 1950, un autre métal, l'uranium, particulièrement recherché par l'industrie de guerre américaine, en cette période de guerre froide, fait l'objet de découvertes dans la région d'Elliot Lake, à mi-chemin entre Sudbury et Sault-Sainte-Marie. Du fait de la forte demande américaine, la «ville de compagnie» (*Company Town*) qu'est Elliot Lake connaît, entre 1955 et 1962, une prospérité remarquable. Mais, au début des années 1960, la demande est satisfaite. Elliot Lake amorce alors une période de récession avant de connaître à nouveau la prospérité au cours des années 1970.



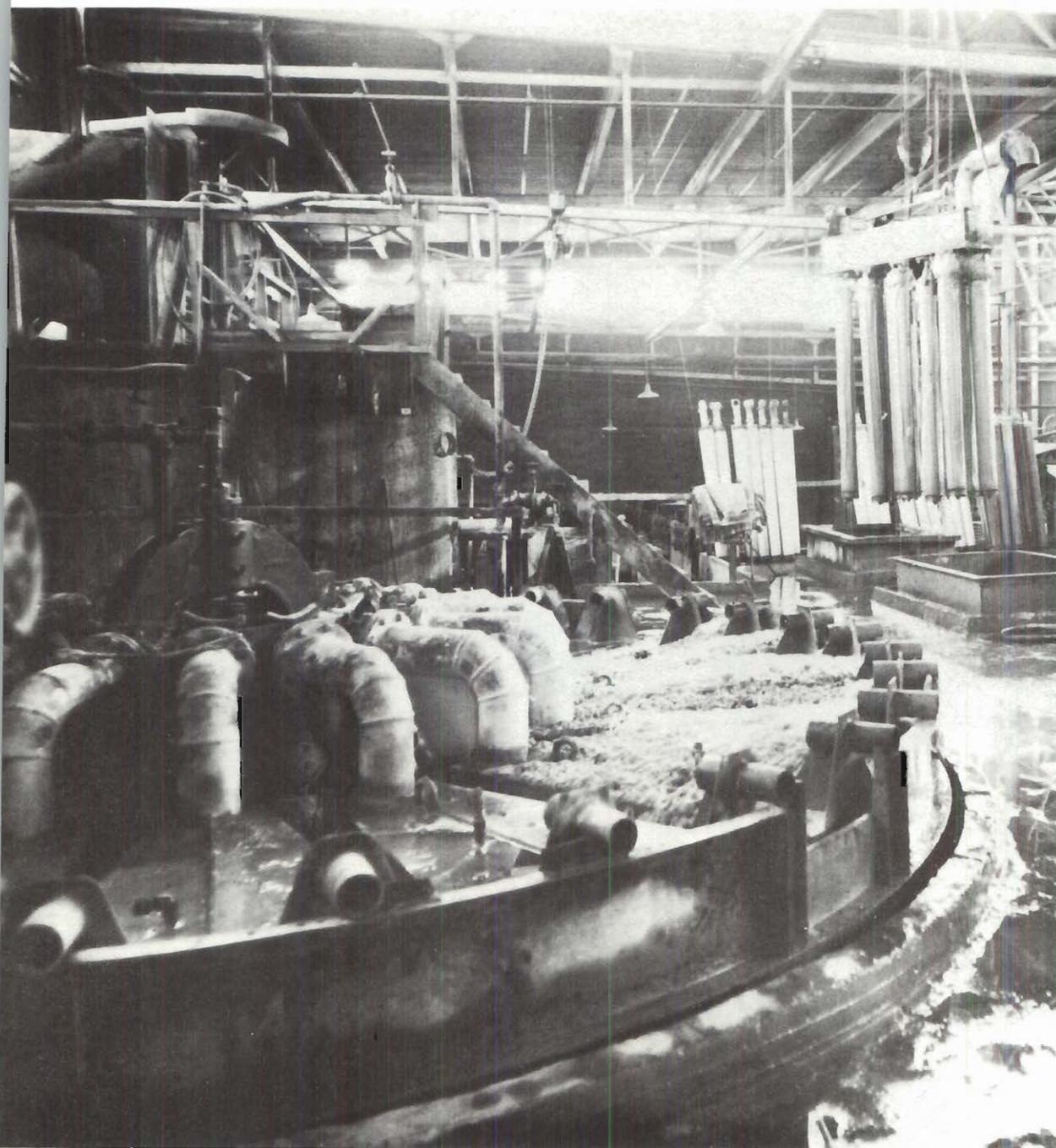
90. Foreuse souterraine à tête de diamant, à la mine Hollinger, Porcupine, s.d.



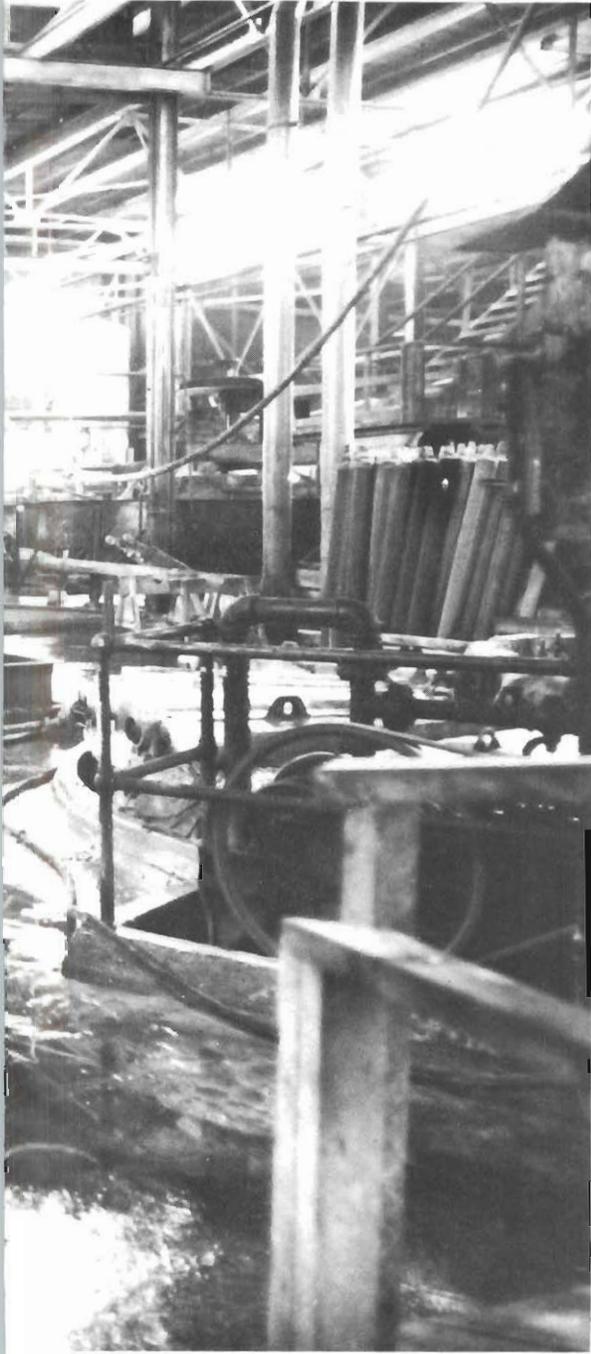
91. Mise en chantier d'installations souterraines à la *Dome Mines*, South Porcupine, 1936.



92. L'heure du lunch pour les travailleurs souterrains de la *Dome Mines*, Porcupine, s.d.



93. «Concentrateur» à la *Wright-Hargraeves*, Kirkland Lake, 1936.



Archives publiques du Canada (PA-17540)

conclusion

De toute évidence, au cours du dernier siècle, l'exploitation des richesses du sous-sol n'occupe pas une place de premier plan dans le développement économique du sud de l'Ontario. On y met bien en valeur les puits de pétrole et les mines de sel du Sud-Ouest ainsi que quelques mines de fer sur la rive nord du lac Ontario, mais toute cette activité ne fait pas vraiment le poids devant les efforts considérables déployés, surtout à compter du tournant du XX^e siècle, en vue d'exploiter le potentiel minier du nord de la province. Cette région, jugée jusque-là improductive, fait alors l'objet de nombreuses prospections et se révèle des plus prometteuses. Quatre bassins miniers sont dès lors mis en exploitation: d'abord celui de Sudbury, riche en cuivre mais aussi et surtout en nickel; puis un second dans l'Algoma où sont découvertes des mines de fer; et un troisième dans la région de Cobalt, reconnue pour ses gisements argentifères; enfin, un quatrième, le Porcupine, réputé pour ses aurifères.

Par ailleurs, la reconnaissance et l'extraction de toutes ces ressources exercent un grand attrait sur les spé-

culateurs, entrepreneurs et ouvriers qui, durant la première moitié du XX^e siècle, affluent dans ces régions en quête de fortunes rapides ou de conditions de vie meilleures. Parmi eux, les Canadiens français occupent une place non négligeable. Encouragés par leurs élites, ils participent beaucoup aux efforts de colonisation de ces régions. Ils n'en sont pas moins présents dans le secteur minier et on en reconnaît quelques-uns parmi les milliers de prospecteurs qui envahissent le Nord ontarien au début du siècle. Ils sont par contre plus hésitants à s'engager directement dans les opérations d'extraction et plusieurs d'entre eux préfèrent profiter des activités subsidiaires ou tirer profit des travaux de surface. Graduellement cependant, ils viennent en plus grand nombre participer à l'activité minière elle-même. À l'instar des Polonais, Finois et autres représentants d'autres ethnies, ils se font mineurs et forment des communautés culturellement distinctes dans les villes minières du Nord, de ce Nord dont ils contribuent grandement à façonner le devenir.

Chapitre 6

Le secteur manufacturier et les services

Le dernier tiers du XIX^e siècle marque un point tournant dans l'histoire économique canadienne. Essentiellement fondée jusque-là sur l'exploitation des matières premières, l'économie du Canada tend à se diversifier et à accorder de plus en plus de place aux secteurs secondaire et tertiaire, c'est-à-dire aux activités manufacturières et aux services. Après l'Angleterre, mais à l'instar de beaucoup d'autres pays, le Canada entre donc dans l'ère industrielle.

les usines et les entreprises de services

Favorisé par la proximité des marchés américains et par un réseau de communication qui le relie aux régions les plus éloignées du jeune Canada, l'Ontario, et particulièrement la région du *Old Ontario*, devient le premier bénéficiaire de ces transformations. Toronto et Hamilton s'imposent dès le début comme centres de transformation de première importance

dans la nouvelle économie industrielle. On y trouve une gamme étendue de productions depuis l'industrie lourde jusqu'aux biens de consommation courante, depuis les fabriques d'outillages et d'équipements jusqu'aux conserveries et aux manufactures de bijoux et breloques. À la fin du siècle, avec ses 170 manufactures et ses 14 000 artisans, Hamilton se mérite même le nom de Birmingham du Canada. Si elles drainent par-devers elles une grande partie des activités, des énergies et des capitaux, les deux villes rivales de Toronto et Hamilton ne sont pas seules à profiter du changement: London devient un centre de redistribution et voit se développer les industries subsidiaires de l'agriculture; à Berlin (Kitchener), on fabrique, à la fin du XIX^e siècle, des meubles, des vêtements, des pianos, des orgues et d'autres biens durables ou de consommation courante.

Ce décollage industriel provoque naturellement un afflux de main-d'œuvre dans les centres de production et, en corollaire, une extension des terri-



94. Construction du pavillon des expositions au parc Lansdowne, Ottawa, 1888.

toires urbains. On vient de partout pour travailler dans les nouveaux secteurs d'activité. Au cours des années 1860, on reconnaît, parmi les nouveaux arrivants, des Canadiens français dont certains trouvent de l'emploi dans les services des travaux publics de la capitale ontarienne. À Ottawa, par ailleurs, on trouve de l'emploi, vers la même époque, dans le secteur de la construction (94), particulièrement favorisé par la présence des institutions fédérales et les besoins croissants d'équipements matériels dans la jeune capitale canadienne. Parallèlement, des industries auxiliaires profitent de l'expansion générale du marché de la construction. C'est ainsi qu'à la fin du siècle dernier on fabrique de la brique à Vankleek Hill et que se multiplient en maints endroits les fours à chaux.

Au tournant du XX^e siècle, la vocation industrielle de l'Ontario est fermement assurée. Profitant de la proximité des grands marchés américains, de la découverte des richesses du sous-sol au nord de la province et de l'ouverture des nouveaux débouchés dans l'ouest du pays, les centres manufacturiers connaissent une période de prospérité. Par-dessus tout, Toronto est devenu une grande ville d'affaires où sont réunis plusieurs sièges sociaux ou d'importantes succursales de maisons financières. De plus, de nombreuses usines et manufactures y sont en opération dans les domaines les plus divers: alimentation, vêtements et textiles, chaussure, équipements, machines et outils de tout genre, etc. À telle enseigne qu'on y trouve, en 1911, plus de 27% des travailleurs industriels de la province contre 10%, trente ans plus tôt. Comme d'autres, les francophones sont

attirés par les possibilités d'emploi: leur nombre, dans la ville de Toronto, passe de 2 526, en 1901, à tout près de 11 000, en 1931. Non spécialisés, ils occupent, pour la plupart, des emplois situés au bas de l'échelle professionnelle. Certains, notamment, concentrés dans le *Don District* travaillent à la *Gendron Co.* — réputée pour ses landaus — opérée par les dirigeants francophones qui recherchent leurs services.

Toronto n'est toutefois pas la seule ville à profiter de l'expansion du secteur manufacturier. Ainsi Hamilton se place devant Toronto dans le domaine de la production du fer et de l'acier. Par ailleurs, tout comme dans la capitale, les productions les plus diverses, dont le textile (95), y sont représentées. Dans la péninsule du Niagara, notamment à Welland, l'*Empire Cotton Mill* attire bon nombre d'ouvriers, dont une vingtaine de familles venues de Saint-Grégoire de Montmorency, vers 1920. Au même moment, des gens de Hull et d'Aylmer, au Québec, s'établissent à Thorald ou à Beaverboard et trouvent de l'emploi dans les usines de fer de la région. Windsor s'impose depuis le tout début du siècle dans la production automobile: Ford y est installé depuis 1904 et distribue ses voitures sur tout le marché canadien et même dans l'Empire britannique. Oshawa est également engagé dans ce secteur et tire avantage de la présence de *McLaughlin-Buick* et *General Motors*. À Peterborough, la *Edison Electric Co.*, établie depuis 1890, est devenue la *Canadian General Electric*; d'autres usines — fabrique de bateaux, fonderies, etc. — s'y sont établies et s'alimentent au pouvoir hydroélectrique de la rivière Otonabee.



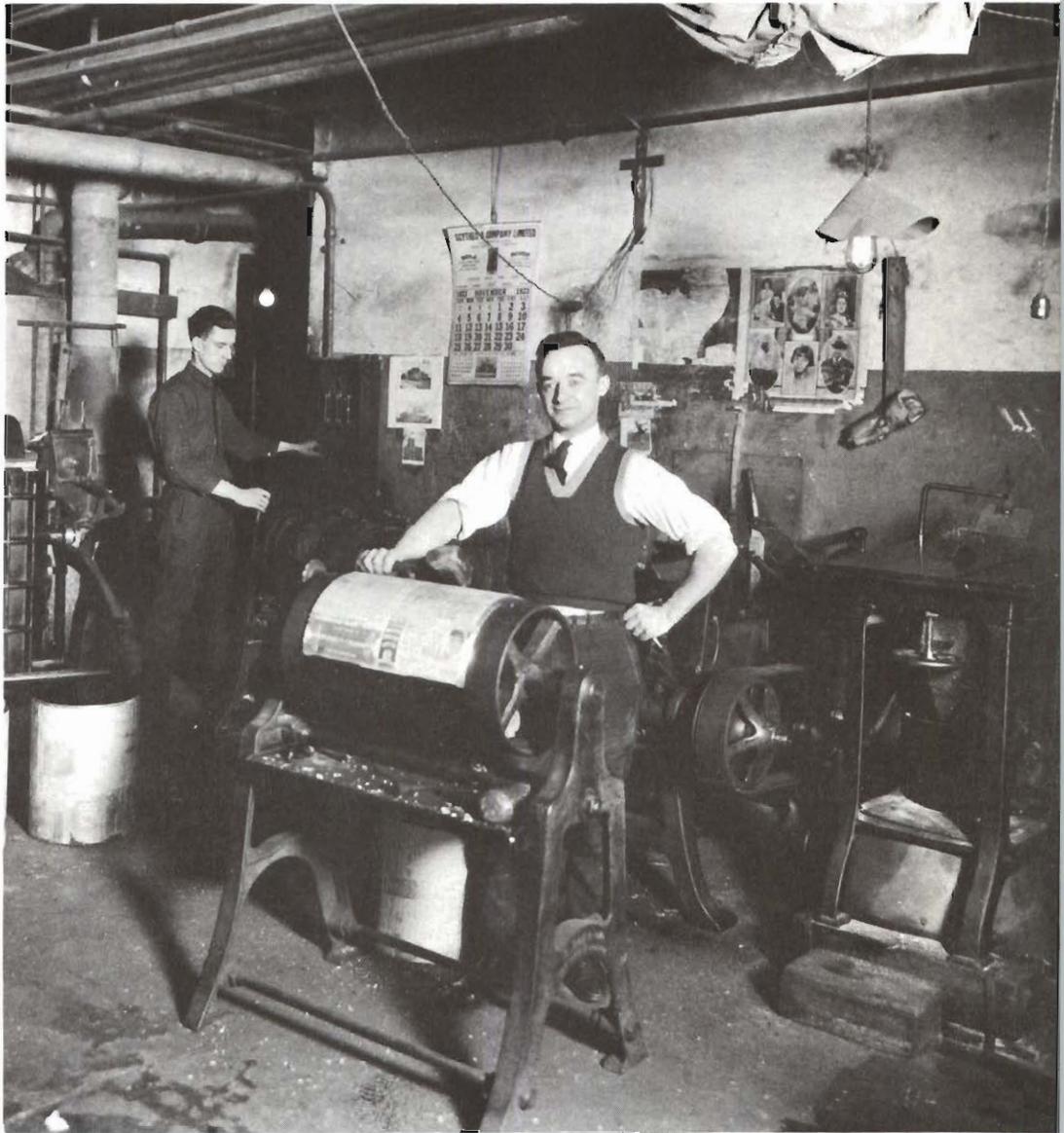
95. *La Mercury Mills*, Hamilton, 1928.



Archives publiques du Canada (C-53872)



96. Le travail de bureau au siège social de l'Union Saint-Joseph, Ottawa, 1925.



97. L'imprimerie du journal *Le Droit*, Ottawa, 1923.

Dans l'est de la province, Cornwall se distingue par ses productions dans le domaine des textiles. L'industrie chimique est présente à Kingston où l'on fabrique également des équipements destinés à l'industrie minière. Ottawa, de par sa vocation de capitale fédérale, est devenu un important centre de services. Les Canadiens français y sont relativement nombreux et, dans la première moitié du XX^e siècle, ils représentent environ 25% de la population totale de la ville. Ils travaillent, comme beaucoup d'autres, dans la fonction publique fédérale: dans le domaine de la traduction, mais aussi dans d'autres services où certains occupent des postes de direction. D'autres exercent leur métier dans des entreprises typiquement francophones: à l'Union Saint-Joseph (96), mutuelle d'assurance établie dans la Basse-Ville depuis 1863; ou encore à l'imprimerie du journal *Le Droit* (97), mise sur pied peu après 1910 et dirigée par le Syndicat des Oeuvres Sociales. Mais l'économie de la capitale canadienne n'est pas tributaire seulement du secteur des services; les activités liées à la transformation du bois constituent pendant longtemps un élément important de la structure économique régionale. Les

textiles (98) ou la transformation du mica (99), pour ne citer que ces deux exemples, fournissent également de l'emploi.

La grande crise des années 1930 affecte singulièrement l'industrie et les services ontariens. La mise en marche des usines de guerre, au début de la décennie suivante, relance le secteur manufacturier. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, des efforts considérables sont déployés en vue de reconvertir les industries de guerre, de moderniser les équipements des vieux établissements manufacturiers et aussi d'adapter les productions à la forte et nouvelle demande de biens et services. Si bien qu'entre 1945 et 1947, le nombre de manufactures ontariennes passe de 10 869 à 12 951. Au même moment, sont mises de l'avant des politiques de recrutement de personnel spécialisé. Une dizaine de milliers de familles britanniques viennent alors s'établir dans les centres de production. Parmi d'autres, de nombreux Canadiens français du Nord et de l'Est ontarien, d'Acadie ou du Québec, affluent vers le sud de la province et s'engagent dans les usines et entreprises de services en expansion.

Archives publiques du Canada (PA-42949)



98. L'usine Grant, Holden & Graham, Ottawa, 1915



99. Ouvriers de la *Mica Manufacturing*, Ottawa, 1900.



100. Le magasin Michaud & Levesque, Sturgeon Falls, s.d.



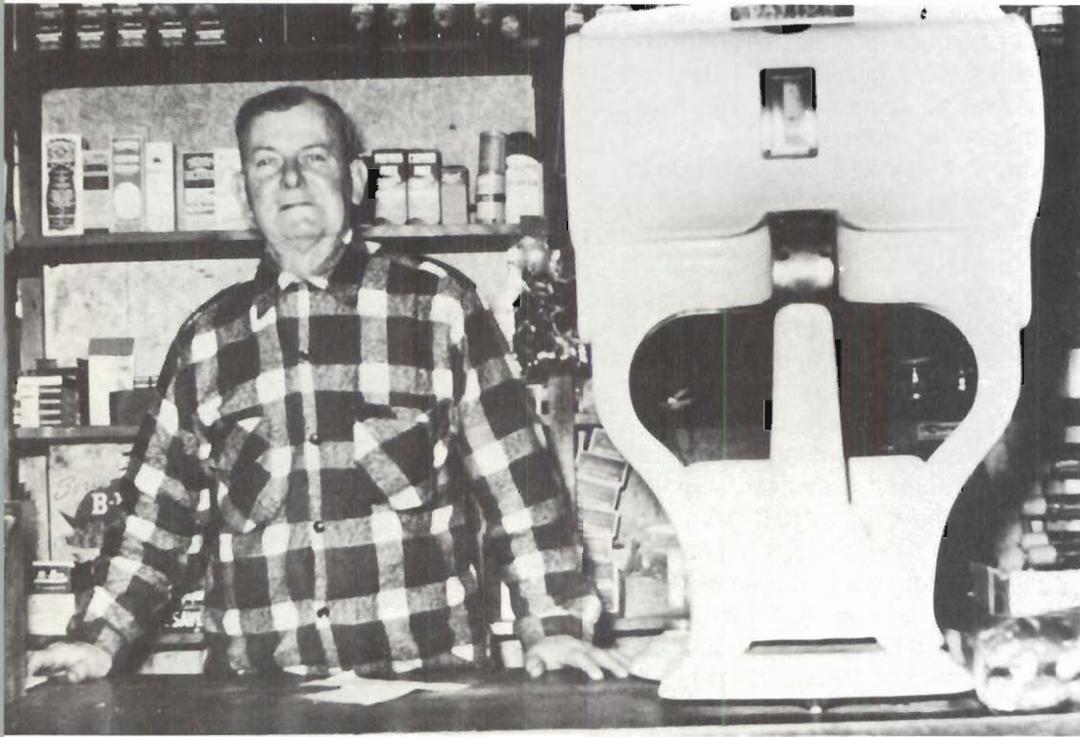
101. Chez Lemelin & Belleau, Welland, s.d.

les boutiques, les petits commerces et les autres services

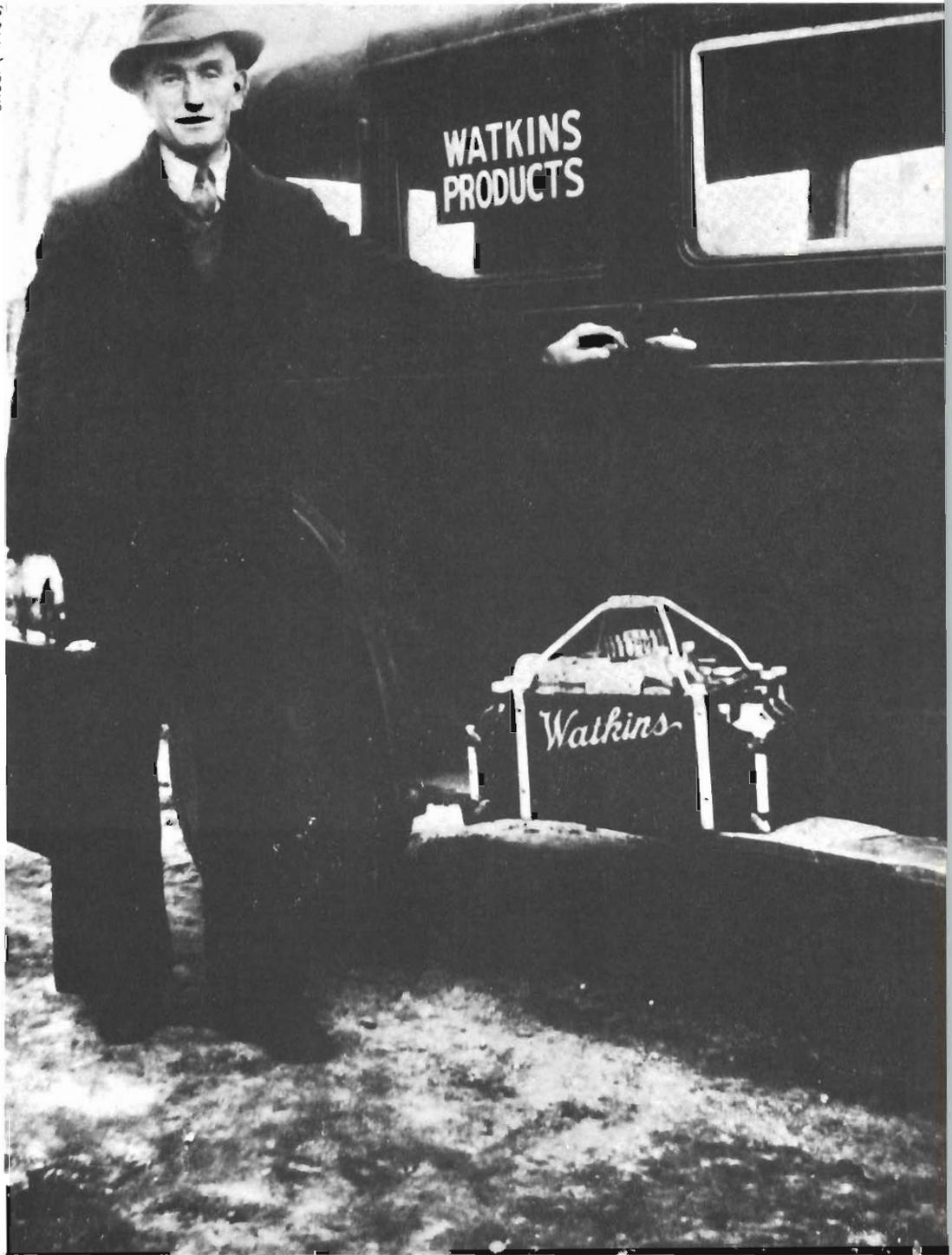
Par delà, ou plutôt parallèlement aux activités industrielles et aux grandes entreprises de services, se maintiennent et se développent l'industrie artisanale et les secteurs du petit commerce. En effet, il n'est pas de petites communautés villageoises ou de quartiers urbains où ne se retrouvent quelques petites entreprises — généralement familiales — dont les marchés ne dépassent pas le milieu immédiat et dont l'objectif premier consiste à répondre à la demande locale. Composante de premier plan de ces modestes réseaux, le magasin général (100) constitue un rouage essentiel dans la distribution des biens de production. On y trouve à peu près de tout: des marchandises sèches, depuis la boîte d'allumettes jusqu'aux menus articles de quincaillerie en passant par le vêtement et les tissus; et des denrées alimentaires: pâtés, farine, viande, etc. (101, 102). Les propriétaires de ces petits commerces de détail, les marchands généraux, comptent souvent au nombre des notables locaux, car ils sont perçus comme intermédiaires entre une clientèle réduite, et plutôt isolée, et un appareil de production large et de plus en plus complexe; en outre, ils jouent, notamment dans les communautés rurales, le rôle de dispensateurs de crédit et il n'est pas rare qu'ils doivent attendre des mois avant d'être payés. Le lourd crédit qu'ils ont à supporter est d'ailleurs à l'origine de la faillite de plusieurs d'entre eux.

Le marchand général qui pratique le commerce de détail n'est pas seul à assumer le rôle d'intermédiaire entre producteurs et clients. Certaines maisons de confection de tissu, par exemple, court-circuitent en quelque sorte les grossistes et envoient leurs voyageurs de commerce directement chez le détaillant. Celui-ci subit également la concurrence des colporteurs, des *peddlers*, qui parcourent rangs, rues et villages et sollicitent directement le consommateur. Quelques-uns travaillent à leur compte et se procurent chez des fournisseurs en gros des vêtements, des chaussures, des breloques et des bijoux qu'ils comptent revendre à bon prix... après la traditionnelle séance de marchandage. D'autres agissent pour le compte de maisons de commerce et vendent «à commission» des produits de nettoyage ou de beauté (103).

Pour obtenir une meilleure qualité, les acheteurs font également affaire avec les boutiquiers, les producteurs de biens et de services spécialisés. Dans le domaine alimentaire, il y a, par exemple, le boucher (104) qui s'approvisionne en partie chez les éleveurs locaux ou encore auprès des grandes entreprises comme la *Canada Packers*. Souvent, la boucherie locale dessert un marché qui ne dépasse pas de beaucoup les frontières du village ou de la paroisse; quelques bouchers, cependant, visent des clientèles plus larges et ont des comptoirs dans les marchés des centres urbains. Il y a aussi le laitier ou encore le boulanger qui, souvent, offrent à leurs clients des services de livraison à domicile (105).



102. Arthur Parent dans son épicerie, Tecumseh, env. 1950.



103. Albert Lafontaine, colporteur, Casselman, 1935.



104. La boucherie A. Rochon, Rockland, 1923.



105. La carriole de livraison de la boulangerie O. Laporte, Rockland, 1924.



106. Théodule Lalonde, forgeron, Plantagenet, 1947.

Centre Sainte-Famille (R48-14)

Par ailleurs, avant que le tracteur ou l'automobile ne viennent définitivement remplacer le cheval, le forgeron joue un rôle essentiel, notamment dans les communautés rurales. On se rend régulièrement à sa forge pour faire ferrer les chevaux ou encore pour faire ouvrir les pièces de métal nécessaires à la fabrication ou à la réparation des voitures ou des traîneaux (106). La «boutique de forge» est aussi un lieu de rencontre où s'échangent les commentaires sur les divers aspects de la vie communautai-

re, où l'on parle politique et où l'on obtient les conseils pratiques sur les questions de métier. Plus tard, alors que se généralise l'usage du véhicule motorisé, apparaissent les stations d'essence, opérées soit par les marchands généraux, soit encore par les garagistes. Graduellement, d'ailleurs, la distribution de l'essence (107) s'effectue au garage où l'on vient pour la réparation de l'automobile, du tracteur, voire des autres équipements mécaniques.

Certaines communautés profitent également des services d'un ferblantier chez qui l'on se procure toutes sortes de contenants métalliques ainsi que des ouvrages de tuyauteries de fabrication artisanale (108). Puis il y a le barbier... qui, bien souvent, n'exerce pas seulement ce métier. Dans certains rangs ou concessions, il peut s'agir d'un agriculteur qui, pour une somme très modique, coupe les cheveux et «fait» la barbe à ses voisins, parents et amis. Au village et à la ville, cependant, le barbier a pignon sur rue dans son «salon» où sont étalés, bien en évidence, les lotions et shampoings (109). Autres services: ceux de l'avocat, du médecin ou des autres professionnels de la santé. De par leur formation académique, ils se classent parmi les notables de leurs milieux respectifs et jouissent de revenus supérieurs à la moyenne. On se rend chez l'avocat pour faire défendre une cause devant les tribunaux, mais également pour la préparation d'actes de propriété ou le règlement de dispositions testamentaires. Pour les francophones venus du Québec, ce deuxième volet de l'activité des hommes de loi ontariens constitue un fait nouveau car, dans leur pays d'origine, ventes, achats, locations et testaments se règlent devant notaires. Quant au médecin, il soigne les corps: procède aux accouchements, répare blessures et cassures, traite les maladies et allège les douleurs de l'agonie; encore que le recours aux services du médecin ne

soit pas systématique, notamment en milieu rural. Ainsi, pour la naissance, on s'en remet souvent aux sages-femmes ou encore aux parentes ou voisines en mesure d'apporter leur aide. Plus souvent qu'autrement, on tente d'abord de se soigner soi-même au moyen de tisanes, de pommades ou d'autres médicaments de fabrication artisanale; on se procure également d'autres remèdes disponibles dans le commerce: liniments, onguents ou pilules dont les célèbres «petites pilules rouges» capables, au dire des fabricants, de guérir tout genre d'indispositions depuis les maux de tête bénins jusqu'aux douleurs rhumatismales, en passant par les maux de reins. En fait, on ne consulte généralement le médecin qu'en cas d'extrême nécessité. Dans les localités rurales, parce qu'il est souvent seul à dispenser des soins de santé, ses activités sont multiples et diversifiées et il est souvent appelé à faire fonction de pharmacien, de dentiste ou de chirurgien.

Dans les régions de colonisation aussi bien que dans les quartiers urbains, les francophones ont cependant du mal à obtenir ces services professionnels dans leur langue. Les groupes de pression, dont l'ACFEO, interviennent d'ailleurs et tentent de recruter, au Québec surtout, des professionnels francophones, ou d'encourager par des bourses la formation de jeunes francophones disposés à faire carrière dans les milieux franco-ontariens.



Centre Sainte-Famille (R2-17)

107. Première pompe à essence de Wendover, devant le magasin Leclair, Wendover, 1929.

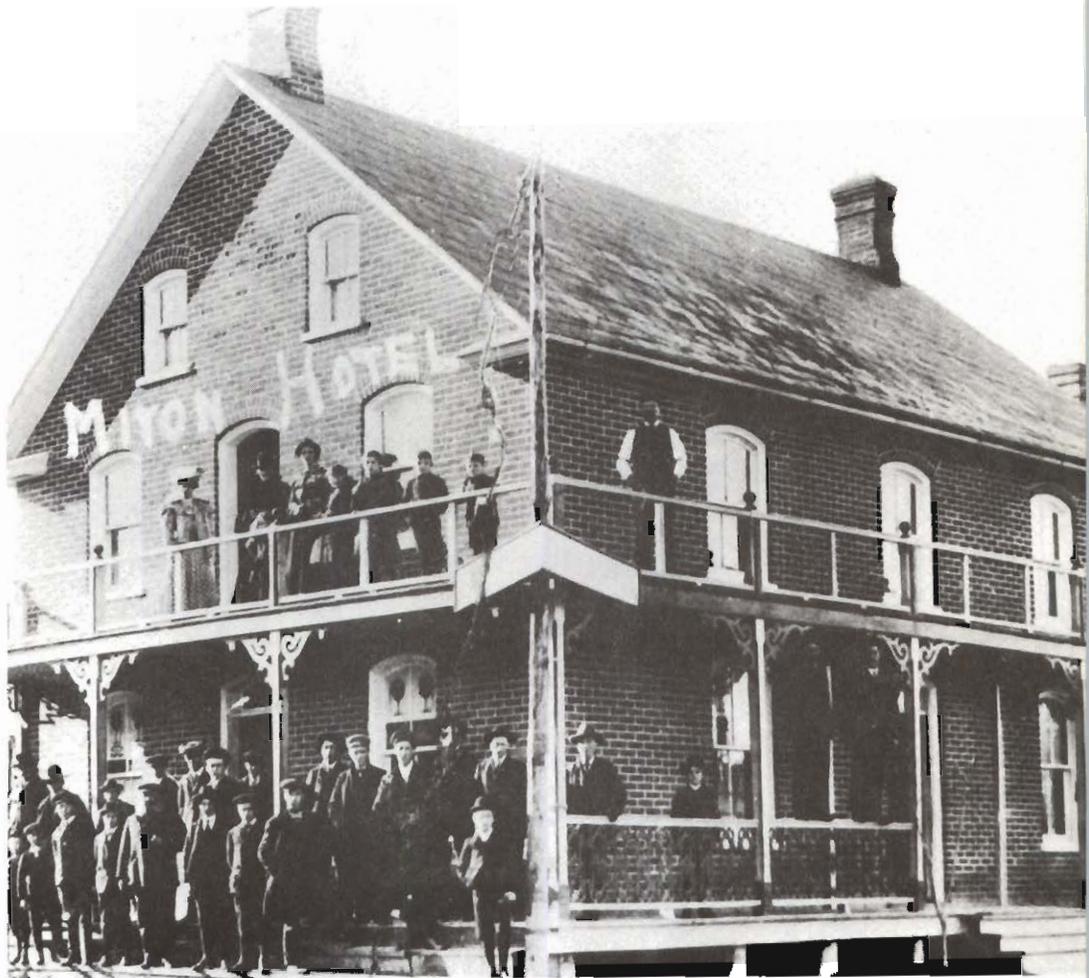


108. La famille du ferblantier Wilfrid Thibault, Alfred, s.d.

Centre Sainte-Famille (R19-14)



109. La boutique de barbier de Cléo Laniel, Plantagenet, 1900.



110. L'hôtel Miron, Curran, 1908.



111. Le magasin G. Brosseau, 1940. En 1913, les sociétaires de la Caisse Notre-Dame (la seconde à voir le jour en Ontario) y effectuent leurs premières transactions.

Par ailleurs, au fur et à mesure qu'ils se développent, les villes et villages d'Ontario offrent à leurs visiteurs des services hôteliers. Aux premiers postes de relais pour diligences, succèdent des établissements fréquentés d'abord par les usagers des transports ferroviaires, puis, peu à peu, par les automobilistes, les camionneurs et les utilisateurs des services d'autobus. Ces petits hôtels n'ont généralement rien de luxueux: ils comportent quelques chambres et parfois une salle à manger et tiennent lieu, pour les citoyens, de débit de boisson ou de salle de réception (110). Les services y sont plutôt réduits et n'ont rien de comparable à ceux offerts dans les grandes institutions hôtelières comme le centre de villégiature de Carlsbad Spring, l'hôtel Royal York de Toronto ou le célèbre Château Laurier d'Ottawa.

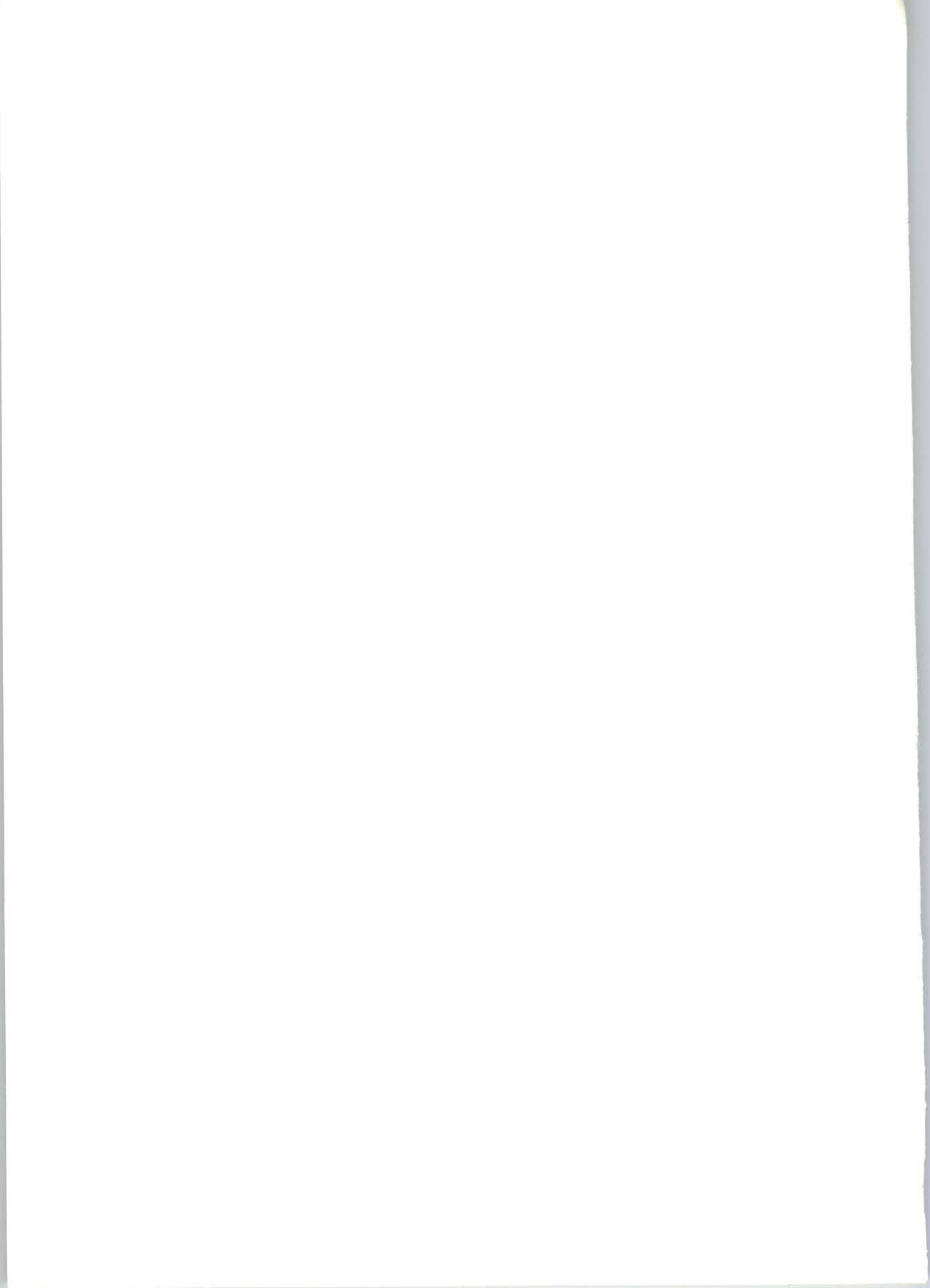
Enfin, le développement de l'économie ontarienne entraîne une expansion des services bancaires. D'abord concentrées à Toronto, les banques décentralisent peu à peu leurs opérations et établissent très tôt des succursales soit dans les nouvelles villes industrielles ou minières, soit encore dans les petits centres forestiers et agricoles. Comme beaucoup d'autres, les francophones traitent leurs affaires personnelles à la banque. Dans la première moitié du XX^e siècle, cependant, ils répondent à l'appel d'Alphonse Desjardins et organisent les coopératives d'épargne. La première d'entre elles est mise sur pied peu après 1910, dans la paroisse Notre-Dame, à Ottawa (111). En

1946, elles sont suffisamment nombreuses et actives pour réunir leurs efforts dans le cadre d'une fédération, la Fédération des Caisses populaires de l'Ontario.

conclusion

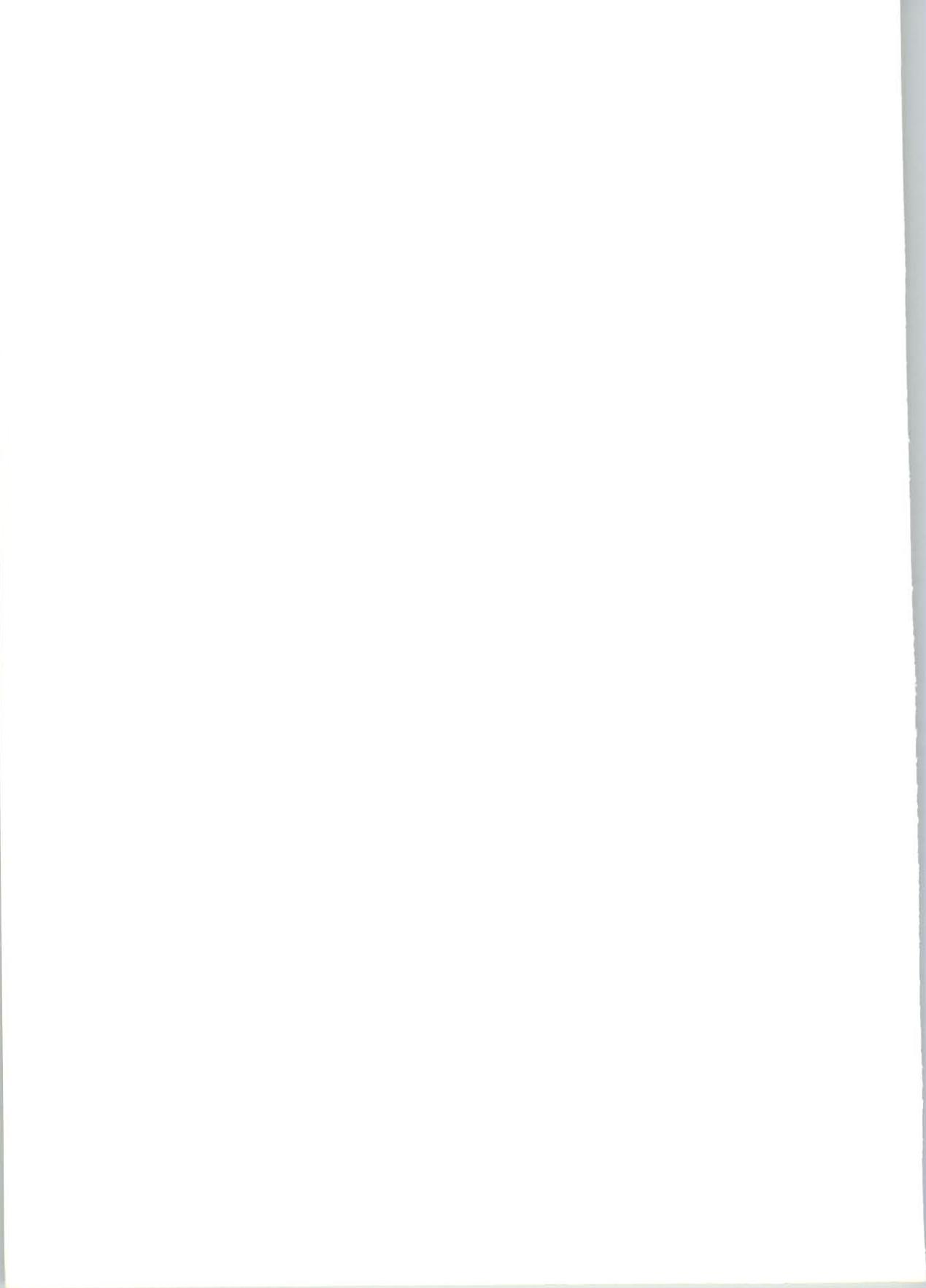
À compter du milieu du XIX^e siècle, l'Ontario voit les structures de son économie se transformer peu à peu. Les secteurs manufacturiers et des services prennent alors de plus en plus de place dans l'ensemble de l'économie. La croissance de ces types d'activités attire vers les villes une main-d'oeuvre plus ou moins spécialisée et ne va pas sans provoquer une expansion des territoires urbains. Comme beaucoup d'autres, les francophones du Québec, d'Acadie, des régions agricoles d'Ontario ou d'ailleurs affluent vers les centres de production et sont embauchés par les producteurs industriels et dans les entreprises de services. On les retrouve, notamment, dans les usines de Welland, de Toronto, de Cornwall ou encore à la fonction publique fédérale à Ottawa.

Plusieurs autres, cependant, se font commerçants, détaillants ou petits boutiquiers au service des clientèles des petites localités ou quartiers urbains francophones. Ils sont forgerons, marchands généraux, barbiers, etc., et tiennent des rôles importants dans la vie socio-économique des communautés franco-ontariennes, qu'ils soient à Hearst, à Casselman ou à Welland.



Troisième partie

Les jours



Chapitre 7

La «garde du dépôt»

Le 1^{er} juillet 1867 marque la naissance du Canada et de ses institutions parlementaires fédérales regroupées à Ottawa. À cette date naît également la province d'Ontario, dont le lieutenant-gouverneur, l'Assemblée et le Conseil législatifs siègent à Toronto. Au cours du premier siècle d'existence de ce régime, les Canadiens français d'Ontario, proportionnellement peu nombreux, prennent une part relativement peu active dans la vie politique. Ils ne sont pas totalement absents de la scène pour autant.

la politique fédérale et provinciale

Au niveau fédéral, ils accordent plutôt leur faveur aux libéraux: encore qu'à certaines occasions ils leur retirent leur appui, comme en témoigne leur attitude à l'égard de la politique conscriptionniste de Mackenzie King (112). Néanmoins, ils envoient des représentants de ce parti à Ottawa. C'est notamment le cas de Joseph Raoul Hurtubise (113). Né à Sainte-Anne-de-Prescott le 1^{er} juillet 1882, il étudie la médecine à l'Université Queen's, puis, après quelques voyages d'études à l'étranger, il s'établit à

Sudbury, en 1910. Candidat libéral défait, à l'élection provinciale de 1923, il brigue les suffrages au scrutin fédéral de 1930 et est élu député du comté de Nipissing; il occupe ce poste jusqu'en 1945, année de son accession au Sénat canadien. À la même époque, la circonscription de Cochrane est également représentée par un francophone d'allégeance libérale: cultivateur, marchand général et autodidacte, J. Arthur Bradette est élu une première fois en 1926; par la suite, ses électeurs lui renouvellent son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé au Sénat, en 1953. Il est alors remplacé à la Chambre des communes par Joseph Habel, ancien député libéral de Cochrane-Nord à l'Assemblée législative d'Ontario. Par ailleurs, au sud-ouest de la province, le docteur Gustave Lacasse (114), surnommé le «Lion de la péninsule» en raison de son ardeur à défendre les intérêts de ses compatriotes, siège au Sénat canadien pendant plus d'un quart de siècle. Dernier exemple: J. Omer Gourd, député fédéral de Russel. Né à Alfred en 1893, ce cultivateur et marchand général est élu maire de Casselman en 1930; particulièrement engagé dans la vie politique et économique de son milieu, il devient membre de la députation fédérale en 1945.



112. Camp abritant des anticonscriptionnistes canadiens français, près de Hearst, env. 1942.

Au niveau provincial, les orientations politiques du groupe minoritaire franco-ontarien changent selon leurs intérêts ethniques et religieux ou encore en fonction de considérations socio-économiques. D'abord conservateurs durant les premières années d'histoire politique ontarienne, les francophones réagissent à la lutte anticatholique et antifranaçaise menée par ce parti à la fin du XIX^e siècle et appuient les libéraux. Mais les conservateurs, ayant mis de côté pendant un certain temps l'épineuse question des écoles séparées, obtiennent à nouveau, au début du XX^e siècle, l'appui des Canadiens français. Toutefois, l'émission du règlement 17 (1912) — qui porte un coup sévère à l'enseignement en français dans les écoles ontariennes — par le gouvernement *torry* ontarien et la proclamation de la conscription obligatoire par les conservateurs d'Ottawa ramènent l'électorat francophone dans le camp du parti libéral. En 1919, les *United Farmers of Ontario* prennent le pouvoir et trouvent chez les agriculteurs franco-ontariens de nombreux supporteurs. Devant l'échec de ce gouvernement et par suite de l'abolition du règlement 17, les électeurs d'origine française retournent leur faveur aux conservateurs . . . , avant d'accorder leur soutien aux libéraux de Mitchell Hepburn, favorables à la contribution des entreprises au financement des écoles catholiques. Avec la Seconde Guerre mondiale, les données changent: en 1943, un tiers parti, le C.C.F., supporté par les forces syndicales, obtient le vote de plusieurs francophones, ouvriers syndiqués des mines et de l'industrie du bois dans le nord de la province ou travailleurs manufactu-

riers de Kent et d'Essex. Tant et si bien qu'au cours des 28 campagnes électorales tenues en Ontario entre 1869 et 1967, dans les 14 comtés où ils représentent plus du tiers de l'électorat, les Franco-Ontariens contribuent à l'élection de 117 conservateurs, 131 libéraux, 16 candidats C.C.F./N.P.D. et 2 représentants des Fermiers-Unis.

Parmi les élus, on reconnaît le Dr. J.C. Rhéaume, représentant conservateur d'Essex-Nord, à l'Assemblée législative provinciale. Élu d'abord en 1902, il est réélu en 1904 et devient ministre des Travaux publics dans le cabinet de James Whitney, poste qu'il occupe jusqu'en 1914. Au même moment, par contre, les électeurs de Sturgeon Falls accordent leur confiance à un *self-made man* originaire d'Embrun: Zotique Mageau. Succesivement commis d'épicerie, bûcheron et marchand, il est élu à maintes reprises maire de la municipalité de Sturgeon Falls et, en 1911, devient député libéral de la circonscription du même nom; il est réélu jusqu'en 1923 et abandonne ses fonctions à la veille de l'élection de 1926. Règle générale, l'électorat franco-ontarien de l'est de la province se montre favorable aux candidats libéraux. Ainsi, élu en 1923 comme représentant libéral de Russell, Aurélien Bélanger se distingue par ses prises de position et son action en matière d'éducation française; également actif dans Prescott, il se retire de la vie politique en 1948 (115). Quant à Paul Leduc, il est élu député du comté d'Ottawa-Est, en juin 1934, et est nommé ministre des Mines dans le cabinet Hepburn. Il occupe temporairement le poste de procureur général, en 1937, et devient registraire de la Cour suprême du Canada, en 1940.



SHNO, «Documents historiques» n° 59-60 (hors-texte)

113. J.-R. Hurtubise, env. 1937.

CRCCF (Ph 37-7)



114. Gustave Lacasse, env. 1940.

Archives publiques du Canada (PA-53488)



115. Aurélien Bélanger, s.d.

les groupes de pression

S'ils confient à certains de leurs compatriotes des mandats d'intervention aux niveaux fédéral et provincial, les Franco-Ontariens n'en sont pas moins conscients de la faible influence exercée par leurs représentants dans ces appareils gouvernementaux. Ils prennent part à l'activité des institutions définies par le groupe majoritaire de la société dont ils font partie. Mais pour maintenir les valeurs auxquelles ils croient, pour poursuivre les objectifs de leur collectivité et pour résister à l'assimilation, ils mettent eux-mêmes sur pied des mécanismes parallèles ou encore détournent à leur profit les organisations existantes. À cet égard, plusieurs d'entre eux deviennent maires ou conseillers dans les municipalités à forte présence française; à certains endroits, ils arrivent même à monopoliser, en quelque sorte, les fonctions municipales (116).

Mais ils se font surtout valoir en dehors des structures existantes et créent leurs propres organismes de

défense. Ils se regroupent en des associations patriotiques comme l'Association Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa, fondée en 1853 (117). D'autres sociétés également inspirées par les principes d'action de Ludger Duvernay et engagées dans la sauvegarde de la langue et de la foi sont par la suite établies à Cornwall, à Sudbury, dans le sud-ouest de la province (118), voire dans les zones de concentration française du *Golden Horseshoe*, puis, peu à peu, dans un nombre toujours grandissant de petites communautés rurales de l'Ontario français. En 1939, ces associations se réunissent pour former la Fédération des Sociétés Saint-Jean-Baptiste de l'Ontario. Les promoteurs entendent ainsi mieux coordonner les activités des sociétés locales et leur donner plus de force. Ces dernières se manifestent traditionnellement lors de la préparation de la fête annuelle du Canada français, le 24 juin de chaque année, mais elles recourent également à d'autres moyens — tels que le cinéma ou le livre — pour promouvoir la culture française dans leur milieu.

CRCCF (Ph 37-76)



116. Le conseil municipal de Tecumseh, env. 1930. 1^{re} rangée: Maurice Renaud, Albert Leblanc, Henri Parent (maire), Ernest Dugal; 2^e rangée: Édouard Morand, Jérémie Desjardins, Alphonse Pitre, Malcom Clappe.

Parmi les groupes de pression que se sont donnés les Franco-Ontariens au cours de leur histoire, l'Association canadienne-française d'éducation d'Ontario, devenue, en 1968, l'Association canadienne-française d'Ontario, vient très certainement en tête. Sa fondation, en janvier 1910, marque, au dire de certains, «l'acte de naissance politique» de la minorité franco-ontarienne. De nombreux problèmes ont amené les quelque 1 200 délégués réunis au Château Laurier à voter sa création: attitude anticatholique et antifrançaise des autorités gouvernementales; difficulté de maintenir l'enseignement en français dans les écoles séparées; orientation des inspecteurs d'écoles; conflit entre catholiques irlandais et canadiens français. L'ACFEO se donne pour objectifs: «L'avancement général des Canadiens français de l'Ontario, la vigilante protection de tous leurs intérêts et la juste revendication de leurs droits et privilèges» et prend pour devise: «Garde le dépôt». Elle étend bientôt son action dans toutes les communautés de l'Ontario français par la création d'ACFEO locales qui participent à son financement. Elle compte dans ses rangs des hommes politiques capables de défendre ses objectifs auprès des autorités gouvernementales. Pensons à Raoul Hurtubise, membre de l'exécutif dès 1910,

à Aurélien Bélanger ou encore au juge Albert Constantineau qui participent activement à sa fondation. Pensons aussi au sénateur Philippe Landry (119) qui, après avoir assumé la présidence de l'ACFEO en 1915, démissionne de son poste de président du Sénat, l'année suivante, pour protester contre la non-intervention fédérale dans le conflit scolaire ontarien; ou encore à cet autre sénateur, N.A. Belcourt, également président, qui porte devant le Conseil privé de Londres la cause des Canadiens français d'Ontario (120). Pendant plus d'un demi-siècle, l'ACFEO déploie beaucoup d'énergie dans la défense des droits scolaires des francophones; à peine née, elle prend la tête du mouvement d'opposition au fameux règlement 17 dont elle obtient l'abolition en 1927; elle participe entre autres à la fondation de l'École normale de l'Université d'Ottawa, à la mise sur pied d'écoles bilingues, à l'amélioration des programmes d'enseignement du français, aux campagnes de financement des écoles françaises (121). Elle combat également sur d'autres fronts: elle intervient notamment, alors que le père Hector Joyal assume la direction du secrétariat général (122), dans l'affaire des jumelles Dionne; en outre, elle collabore étroitement à la fondation du journal *Le Droit*.

Le Temps

LE TEMPS, OTTAWA, SAMEDI, LE 21 JUIN 1913.

Le Grand Ralliement des Canadiens-Français

Les officiers de l'Association St-Jean-Baptiste d'Ottawa et les organisateurs des grandes fêtes données en commémoration du soixantième anniversaire de la fondation de cette société



M. ALF. BEAUBIEN
Président
Division de St-Jean-Baptiste



M. G. LAMBERT
Président
Section St-Jean



M. J. DUCHEMIN
Conférencier, Ass. St-Jean-Baptiste



M. P. THÉRIAULT
Directeur du Comité Central



M. J. L. GAUTHIER
Directeur du Comité Central



M. A. N. HÉBERT
Directeur du Comité d'Organisation



M. HÉBERT
Directeur du Comité d'Organisation



M. E. HAILLET
Trésorier du Comité Central



M. J. A. WRIGHT
Président du Comité de la Presse



M. G. S. BOUCHARD
Président général de l'Association St-Jean-Baptiste



M. G. S. BOUCHARD
Président général de l'Association St-Jean-Baptiste



M. LE MAYEUR N. A. BEAUBIEN
Président Université de l'Association St-Jean-Baptiste



M. E. BROUIL
Président
Comité Central



M. F. J. FARDOUX
Directeur du Comité d'Organisation



M. RAYMOND
Président
Section St-Jean-Baptiste



M. CHARLES LANGLOIS
Directeur du Comité Central



M. J. A. PIGNY
Secrétaire général de l'Association St-Jean-Baptiste d'Ottawa



YVONNE GAUTHIER
Le plus jeune enfant de M. G. S. Bouchard, qui participera, le jour du Grand Ralliement, dans la grande procession



M. J. A. PIGNY
Secrétaire général de l'Association St-Jean-Baptiste d'Ottawa



M. E. HÉBERT
Président du Comité de la Presse



M. G. HÉBERT
Directeur du Comité Central



M. J. A. PIGNY
Secrétaire général de l'Association St-Jean-Baptiste d'Ottawa



M. J. GAUTHIER
Directeur du Comité d'Organisation



M. G. HÉBERT
Directeur du Comité d'Organisation



M. H. HÉBERT
Directeur du Comité d'Organisation



M. G. S. BOUCHARD
Président, Section St-Jean-Baptiste



M. J. GAUTHIER
Directeur du Comité de la Presse



M. HÉBERT
Directeur du Comité Central



M. J. PIGNY
Directeur du Comité d'Organisation



M. HÉBERT
Président du Comité d'Organisation

117. «Le Grand Ralliement des Canadiens-Français».

CRCCF (Ph 2-102)





118. Allocution de Joseph Archambault lors des fêtes de la Saint-Jean-Baptiste, Saint-Joachim, 23 juin 1918.



119. Philippe Landry, sénateur, 1915.



120. Napoléon Antoine Belcourt, orateur de la Chambre des communes, 1905.

L'ACFO n'est pas seule à agir sur la scène scolaire. À certains endroits, des organismes locaux sont mis sur pied pour répondre à un besoin spécifique de leur milieu. La «Ligue des patriotes», formée à Windsor au printemps 1922 (123), a pour objectif principal «la fondation et le maintien d'une école libre française et catholique».

À l'autre extrémité du champ d'action, travaillent, dans une perspective pancanadienne, les chevaliers de l'Ordre de Jacques Cartier. Créée à l'automne 1926 par quelques Canadiens français d'Ottawa, cette société secrète entend reprendre à son compte certains modes d'action de ses adversaires orangistes et intervenir autant dans le domaine éducatif qu'économique, social et professionnel. Jusqu'à ce qu'elle ne cesse officiellement ses activités, vers 1965, l'O.J.C. ne vise rien de moins que la constitution d'une vaste confrérie de Canadiens français capables, par des actions concertées, de défendre les droits de la minorité française du Canada en général et de l'Ontario en particulier (124).

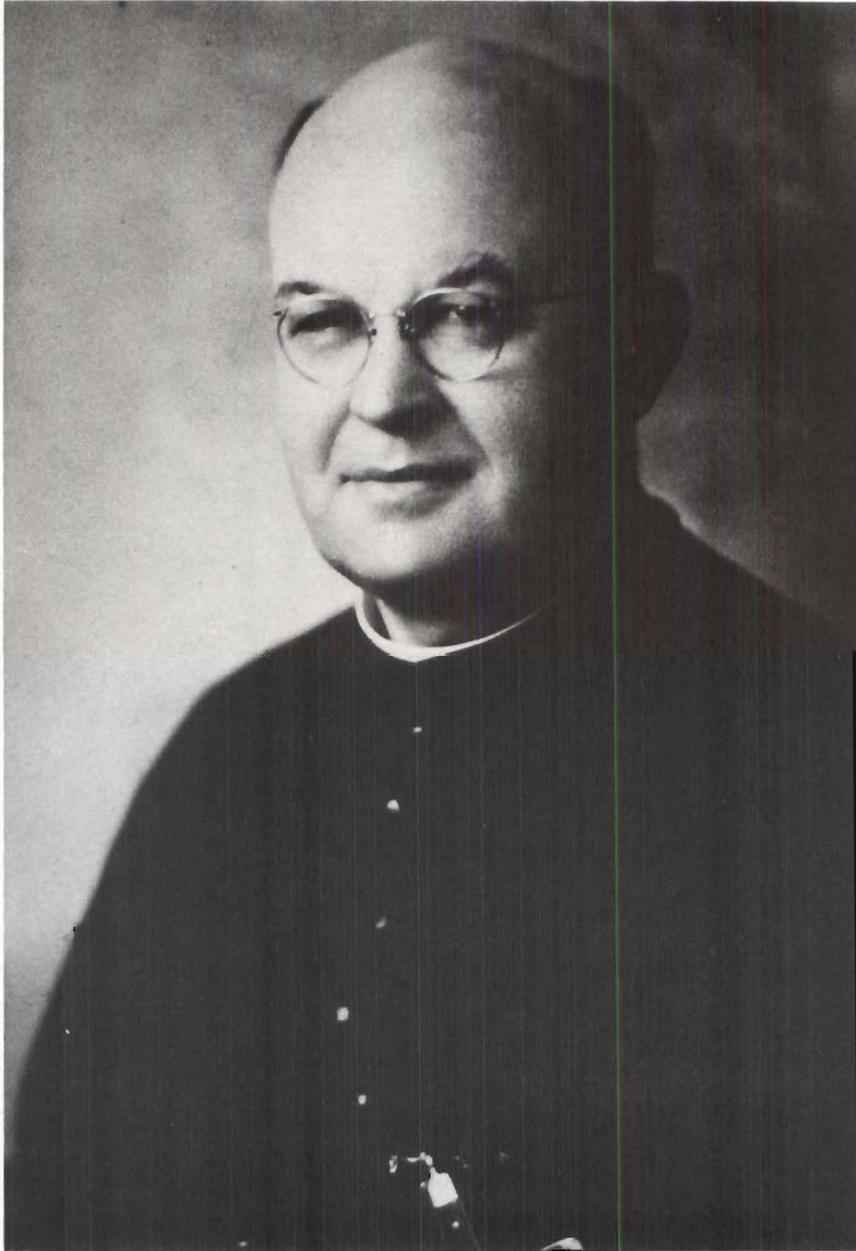
la presse

Au nombre des moyens qu'ils mettent en œuvre pour manifester leur présence, assurer l'épanouissement de leur culture et défendre leurs droits, les Franco-Ontariens accordent une place de choix à la presse. Du milieu du XIX^e siècle à la fin des années 1960, on dénombre au-delà de quatre-vingts titres de journaux — à l'exclusion des revues et magazines — édités dans des villes ontariennes et destinés à des lecteurs francophones. Publié à Ottawa, vraisemblablement entre 1856 et 1858, *Le Progrès* constitue le premier journal ontarien de langue française. Parmi les journaux français publiés dans la capitale canadienne à la fin du XIX^e siècle, on peut également mentionner: *Le Canada*, journal politique, littéraire et commercial, paru entre 1865 et 1869 et édité tour à tour par Elzéar Gérin, Benjamin Suite et Joseph Tassé; *Le Courrier fédéral*, publié entre le 21 mai 1887 et le 5 juillet 1888; ou encore *Le Temps*, paru entre 1894 et 1916 et dirigé par Flavien Moffet.

CRCCF (Ph. 2-128)



121. Trophée «Le sou de l'école» offert par la maison Dupuis Frères aux écoles séparées bilingues, Timmins, 1949.



122. Le père Hector Joyal, o.m.i., secrétaire général de l'ACFEO, de 1934 à 1944, s.d.

Assemblée tenue chez madame Jeph
J. Dupont, à la date du 6 Avril 1922

Proposé par M. Joseph Laframboise
secondé par M. Ernest Parent
Que M. Joseph D de Grandprie soit élu Président "pro tempore"
Adopté.

Proposé par madame Jeph
secondé par M. Joseph Laframboise
Que Madame Wilfrid Gravel soit élue Secrétaire "pro tempore".
Adopté.

M. J. D. de Grandprie explique ensuite la nature, l'organisation et le but de l'association qu'il s'agit de former, et dont l'objectif principal devra être la fondation et le maintien d'une école libre française et catholique où nos petits enfants pourront recevoir une formation intellectuelle et morale conforme à nos aspirations religieuses et nationales.

Proposé par M. Ernest Parent
secondé par M. Joseph Laframboise
Qu'une association, ayant pour but principal la fondation et le maintien d'une école libre française et catholique dans la ville de Windsor, soit formée sous le nom de "La Ligue des Patriotes"

123. Extrait du procès-verbal de l'assemblée de fondation de la Ligue des patriotes, Windsor, 6 avril 1922.

LES COMMANDEURS DE L'ORDRE DE JACQUES CARTIER

CHARTRE

de la Commanderie *Alexandre A. Taché no 16.*

Accordée par la Chancellerie de l'Ordre, le *sept décembre 1930*

A TOUS NOS FRÈRES

En vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par sa CHARTRE FÉDÉRALE, constituant en corporation LES COMMANDEURS DE L'ORDRE DE JACQUES CARTIER, la CHANCELLERIE accorde la présente CHARTRE à nos frères de *Edmonton* comté de *L'Alberta* province de *L'Alberta*, et à leurs successeurs élus ou nommés conformément aux exigences des Statuts et Règlements de la COMMANDERIE, constituant lesdits frères en un corps administratif dénommé COMMANDERIE *Alexandre A. Taché n. 16* leur donnant tous les pouvoirs et leur accordant tous les droits et privilèges stipulés au Code des COMMANDEURS de l'Ordre de Jacques Cartier, tant que les officiers et les membres de ladite Commanderie se conformeront au RITUEL, aux RÉGLEMENTS et aux instructions qu'ils recevront de la CHANCELLERIE. La présente CHARTRE atteste que les frères ci-après nommés constituent régulièrement les officiers supérieurs de ladite COMMANDERIE.

<i>S. A. Bastien</i> Chaplain	<i>J. M. F. F. F.</i> Cérémoniaire
<i>J. F. F. F.</i> Grd. Com. d'Honneur	<i>J. F. F. F.</i> 2e Gr. Chevalier
<i>J. F. F. F.</i> Grand Commandeur	<i>J. F. F. F.</i> Secrétaire
<i>J. F. F. F.</i> 1er Grand Chevalier	<i>J. F. F. F.</i> Trésorier

Donné à Ottawa, au siège social de notre Ordre, ce *7 décembre 1930*.

En foi de quoi nous avons apposé nos seings et le sceau de notre Ordre.



F. G. P. P. P. Chaplain de la Chancellerie
J. F. F. F. Chancelier
Emile Ravis ing. a. s. Secrétaire-correspondant

124. Charte de la commanderie Alexandre A. Taché de l'Ordre de Jacques Cartier, Ottawa, 1930.



125. Le père Charles Charlebois dans la salle de rédaction
du journal *Le Droit*, Ottawa, avant 1920.